



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018

Une année placée sous
le signe du changement



Introduction

Une nouvelle année commence, une autre s'achève dont il nous faut faire le bilan.

En 2018, nous avons réalisé de nombreuses actions et élargi nos dossiers. Comme vous pourrez le lire dans les pages qui suivent, nous avons bien sûr agi globalement sur le dossier des pesticides. D'une part en dénonçant les impacts de ces poisons sur la santé et l'environnement et d'autre part en promouvant les alternatives. Cela s'est traduit notamment par des actions (juridiques, médiatiques, expertises, etc.) sur la question de l'homologation et de l'évaluation de ces produits, par des focus sur certaines substances emblématiques (glyphosate, SDHi, etc.), par des rapports dénonçant la présence de trop nombreux résidus de pesticides dans l'alimentation, un soutien aux riverains victimes des pesticides, mais aussi par des mobilisations citoyennes notamment avec le lancement de l'Appel des coquelicots ou encore la 13^e semaine pour les alternatives aux pesticides.

Cette année fut aussi marquée par le lancement d'une nouvelle campagne (Désintox) et l'élargissement de nos thématiques à tous les polluants chimiques. Cet élargissement nous ouvre un champ des possibles immense et pour lequel il va falloir cibler des priorités, ce sera le travail à mener dans les mois qui viennent.

Vous pourrez donc lire dans ce rapport d'activités 2018, le dynamisme de notre association aussi bien au niveau européen, national et local grâce à l'excellent travail mené par nos membres en région et tout particulièrement nos relais locaux si investis et mobilisés.

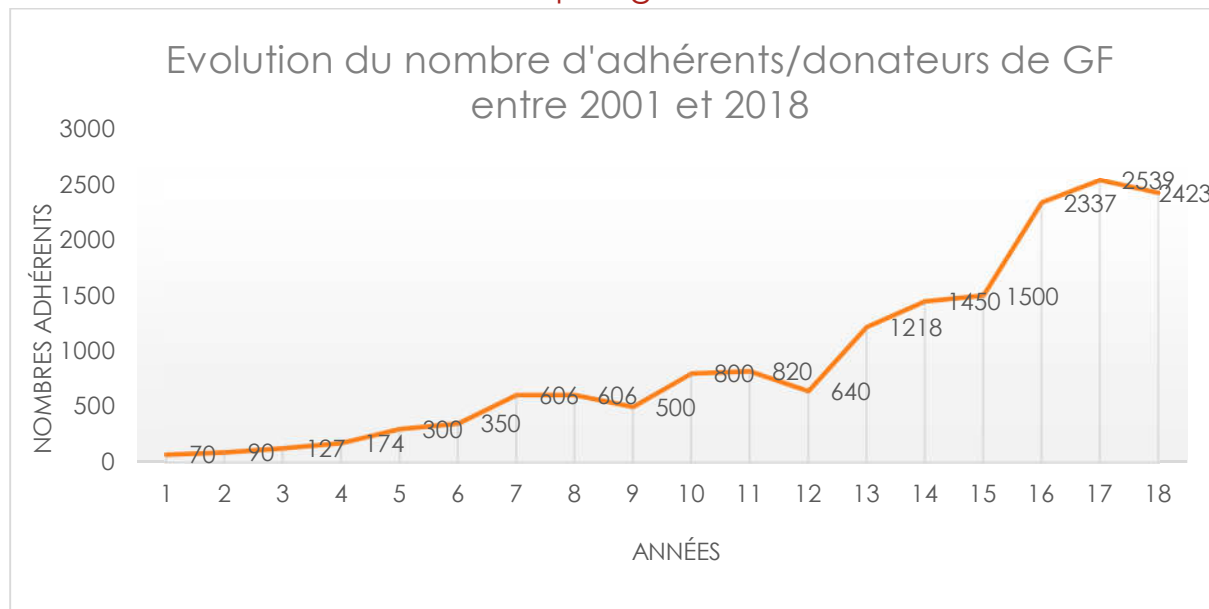
Table des matières

Introduction	0
Statistiques	1
Adhérents — donateurs : Statistiques générales	1
Répartition géographique des adhérents/donateurs	2
Relais locaux et équipe salariée	4
Relais locaux	4
Équipe salariée	5
Newsletter	5
Réseaux sociaux	6
Sites Internet	7
Générations Futures	7
Semaine pour les alternatives aux pesticides	8
Pesticides	9
Alimentation/résidus	9
Homologation	11
Généralités	12
Molécules	13
Cartes des ventes des pesticides et Glyph'Awards	15
Cartes	15
Glyph'Awards	16
Victimes	16
Professionnels	16
Riverains	17
Marche pour la vérité	17
Législation — réglementation	18
Ecophyto/Plan pesticides	18
EGA	19
Coquelicots	22
Antiparasitaires pour animaux	22
Alternatives	23
Sciences & Stats	23
Alimentation	23
Actions collectives	24
SPAP	24

Statistiques

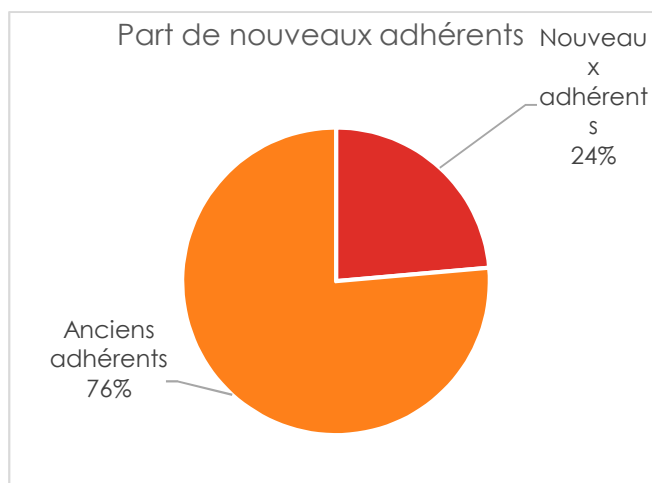
Notre rapport d'activités commence, comme il se doit, avec des chiffres qui permettent d'apprécier l'évolution de l'association.

Adhérents — donateurs : Statistiques générales



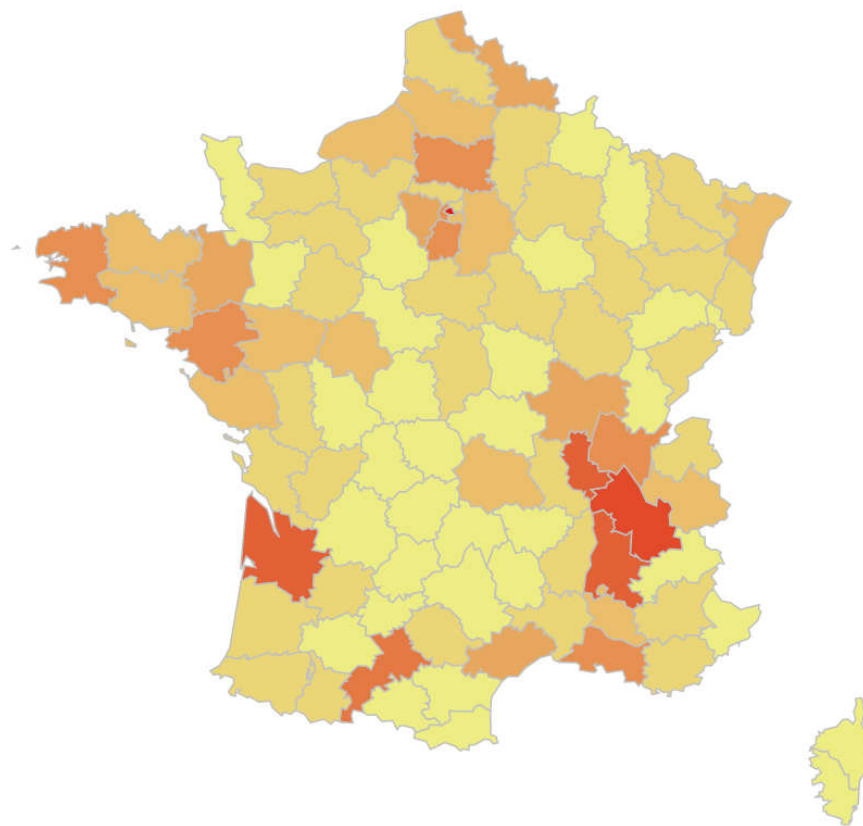
Comme vous pouvez le constater, notre association a connu en 2018, comme la plupart des ONG, un léger fléchissement de son nombre d'adhérents donateurs avec pour causes notamment la suppression de l'ISF, la hausse de la CSG, les mouvements sociaux, l'instauration du prélèvement à la source. Des études réalisées ont démontré que nationalement ce fléchissement était de l'ordre de 10 à 15 % pour certaines structures. Finalement nous ne nous en sortons pas trop mal avec une baisse de 6,68 % entre 2018 et 2017 et 2018 reste malgré tout notre 2^e meilleur résultat depuis près de 20 ans maintenant.

En 2018, sur 100 adhérents, 24 adhéraient pour la première fois tandis que la majorité (76 %) renouvelait une adhésion antérieure. Cette part a légèrement diminué par rapport à l'an dernier où l'on comptait 27 % de nouveaux adhérents contre 73 % d'anciens adhérents. Nous continuons de recruter de nouveaux profils, tout en parvenant à fidéliser davantage les anciens adhérents par rapport à 2018.



Répartition géographique des adhérents/donateurs

Adhérents/donateurs 2018



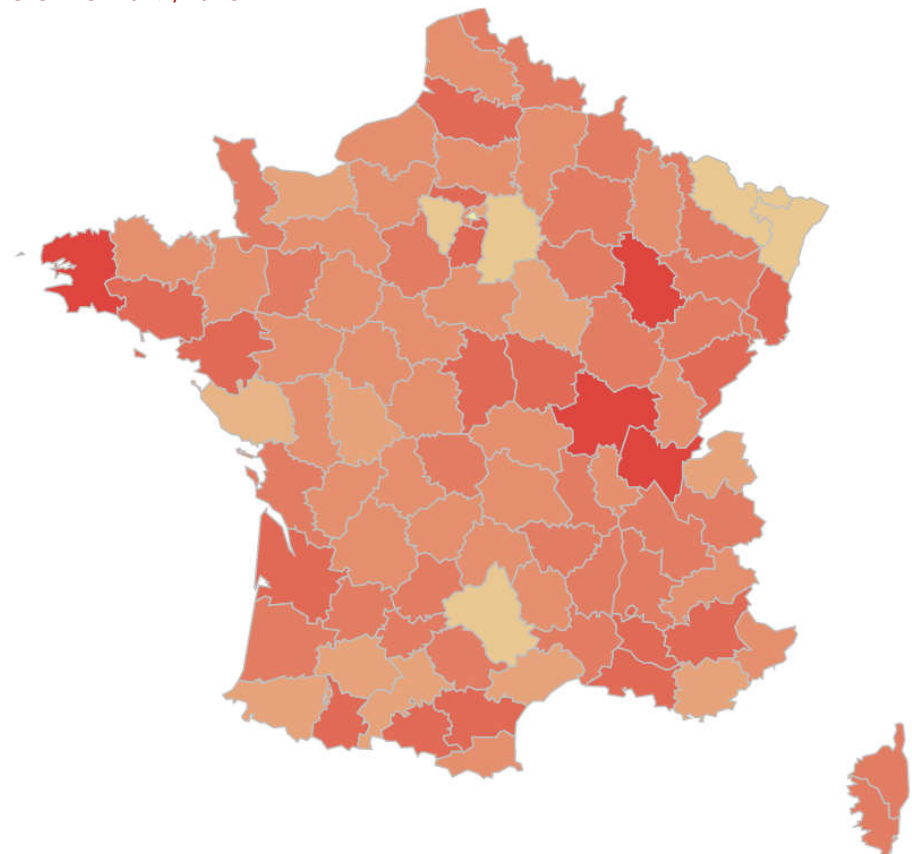
Les Outre-Mer

Guadeloupe, Martinique, Guyane,
La Réunion, Mayotte

Échelle exprimée en nombre



Différentiel 2017/2018



Les Outre-Mer

Guadeloupe, Martinique, Guyane,
La Réunion, Mayotte

Échelle exprimée en nombre



Relais locaux et équipe salariée

Relais locaux

Afin d'améliorer sa présence locale, Générations Futures a lancé en décembre 2015 ses tout premiers relais locaux. Ils permettent d'animer la communauté de bénévoles, de faire connaître l'association et de relayer ses campagnes de sensibilisation et d'interpellation dans toute la France.

Les relais locaux sont des bénévoles officiellement validés par le conseil d'administration de Générations Futures en raison de leur sérieux, de leur adhésion aux valeurs de l'association et d'une sensibilité à la problématique des pesticides ainsi que de leurs alternatives. Un poste de « Chargé de mission relais locaux » a été créé pour assurer la coordination de l'action de ces bénévoles.

État des lieux 2018 et chiffres clés



D'un point de vue quantitatif, nos relais locaux se sont agrandis. Nous avons ouvert une antenne de plus, soit trois en l'espace de deux années. Par ailleurs, les relais ont recruté plus de bénévoles puisque l'ensemble des antennes réunies peuvent compter sur plus de 160 bénévoles actifs et mobilisés lors d'événements. C'est 2,6 x plus qu'en 2017.

Temps forts de 2018

Séminaire des relais locaux



Comme chaque année, les relais locaux, le conseil d'administration et l'équipe salariée de Générations Futures se sont retrouvés au début de l'été pour faire le point ensemble sur les activités menées et discuter des actions à venir pour l'année 2019. Ce séminaire a entériné la **mise en place d'une**

nouvelle organisation des relais par la création de nouveaux statuts d'adjoints et d'animateurs. Ces statuts ont pour but de faciliter la délégation de tâches à des bénévoles actifs et de confiance membres du relais et désirant acquérir plus de responsabilités. Ces personnes référentes-animatrices fournissent un appui fonctionnel au relais et de fait permettent de couvrir des champs d'action plus larges et thématiques. Cette disposition convient particulièrement aux relais les plus denses en matière d'activités et de membres impliqués. Elle est actuellement expérimentée à Valence et à Lyon.

Création d'une nouvelle antenne à Saint-Malo (35)

Depuis plusieurs années, Générations Futures souhaitait s'implanter en région Bretagne. Après avoir été sollicités pour du bénévolat à l'occasion du congrès Biocoop qui se tenait à Saint-Malo à la fin du mois de juin, nous avons rencontré Chantal Godefroy, ancienne enseignante retraitée, qui nous a fait part de sa volonté de s'investir pour porter les actions de Générations Futures dans son département. À la suite d'une rencontre avec les membres du conseil d'administration, la candidature de Chantal a été approuvée et nous avons officiellement lancé le nouveau relais local au mois de septembre 2018.



Création de nouveaux outils de sensibilisation

Trois brochures d'information ont été créées ou mises à jour pour les relais locaux en 2018 :

- ▮ une brochure relative aux droits des riverains victimes des pesticides ;
- ▮ un dossier-guide donnant les clés d'une alimentation saine à moindre coût ;
- ▮ une brochure relative aux perturbateurs endocriniens.

La création de ces trois documents supplémentaires satisfait un besoin d'information de plus en plus croissant de la part du public dans les régions où sont présents les relais locaux. Ces derniers sont identifiés comme de véritables référents permettant d'apporter des réponses concrètes aux problématiques de santé environnementale, notamment lorsqu'ils sont directement concernés par les épandages de pesticides à proximité de leurs habitations.



Riverains victimes des pesticides



Manger bio sans augmenter son budget : c'est possible !



Perturbateurs endocriniens : s'informer pour se protéger

Exemples d'événements organisés au sein des antennes les plus actives

Valence : Spectacle «Manger» avec la compagnie Zygomatic, 20 mars 2018, environ 300 personnes.



Valence : Réalisation d'une vidéo pour le premier rassemblement citoyen des coquelicots — 5 octobre 2018, environ 150 personnes. Lien de visionnage : <https://frama.link/0Kty6DDu>.

Montpellier : Conférence sur le bio dans la restauration collective ? 27 mars 2018, environ 100 personnes.



Bordeaux, co-organisation du festival «Les Agrofolies». Première édition du festival de l'agroécologie en région bordelaise du 31 mai au 3 juin, environ 450 participants



Lyon, participation à la Marche des Cobayes à l'initiative de l'eurodéputée Michèle Rivasi et première animation en centre commercial sur l'alimentation.



Perspectives de développement

En 2018, nous avons atteint certains des objectifs fixés à la fin de l'année 2017, comme l'ouverture d'une antenne en région Bretagne. En 2019, nous prévoyons de renforcer l'efficacité des relais existants sur le territoire, en donnant la priorité aux antennes les plus isolées et rencontrant le plus de difficultés à impulser une dynamique locale. Plusieurs outils seront déployés au service de cette stratégie.

Refonte et actualisation des outils de mobilisation

Afin de renforcer la visibilité des relais locaux, un important travail sera réalisé pour améliorer la performance des supports de communication et de mobilisation. Cette refonte doit notamment se traduire par la :

- création d'oriflammes adaptées aux événements extérieurs ;
- création de drapeaux personnalisés (Bordeaux, Valence...) pour les événements intérieurs et extérieurs ;
- création de nappes « Générations Futures » pour l'habillage des tables ;
- création de nouveaux kakémonos en tissus pour les événements intérieurs ;
- réactualisation des kakémonos avec le bon logo pour les événements extérieurs ;
- mise à disposition de présentoirs pour la documentation.

Formations

En tenant compte des échanges réguliers avec les relais locaux et à la suite des bilans individuels réalisés entre les mois de décembre 2018 et janvier 2019, la plupart d'entre eux sont intéressés par trois types de formation :

- le renforcement des savoirs théoriques sur les objets de l'association (actualisation des connaissances sur les pesticides, perturbateurs endocriniens, chimiques en fonction de l'actualité politique) ;
- la formation des bénévoles au dialogue direct avec la population et les élus locaux ;
- la mise en place de stratégies de mobilisation et plaidoyer local.

Extraits de revue de presse des relais locaux Bordeaux



Le Parisien
Article du 6 mars 2018



Sud-Ouest
Article du 7 mars 2018



France 3 Nouvelle-Aquitaine
Émission du 27 septembre 2018

Toulouse

Montpellier



La Dépêche
Article du 1^{er} mars 2018



Article du 22 mars 2018



Midi Libre
Article du 29 mars 2018



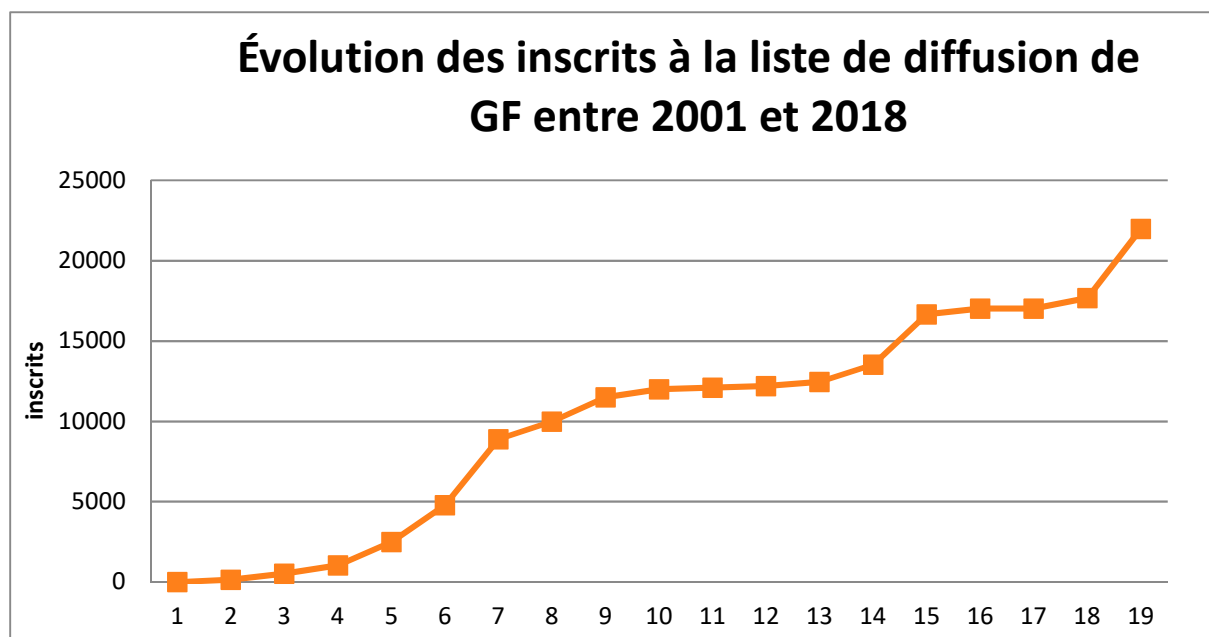
Sans transition !
Article du 28 mars 2018

Équipe salariée

2018 aura été marquée par le départ de notre salariée Sophie Bordères qui était en charge de la campagne « Alternatives aux pesticides » depuis 3 ans et qui a souhaité voguer vers de nouvelles aventures. Nous avons eu beaucoup de plaisir à travailler avec elle et lui souhaitons beaucoup de réussite dans ses nouveaux projets. Nous avons eu le plaisir d'accueillir une nouvelle chargée de mission en la personne de Fleur Gorre qui s'occupe désormais de la campagne Chimiques. Enfin, cette année nous avons aussi accueilli 2 services civiques, dont un jeune ingénieur fraîchement diplômé de Centrale.

Newsletter

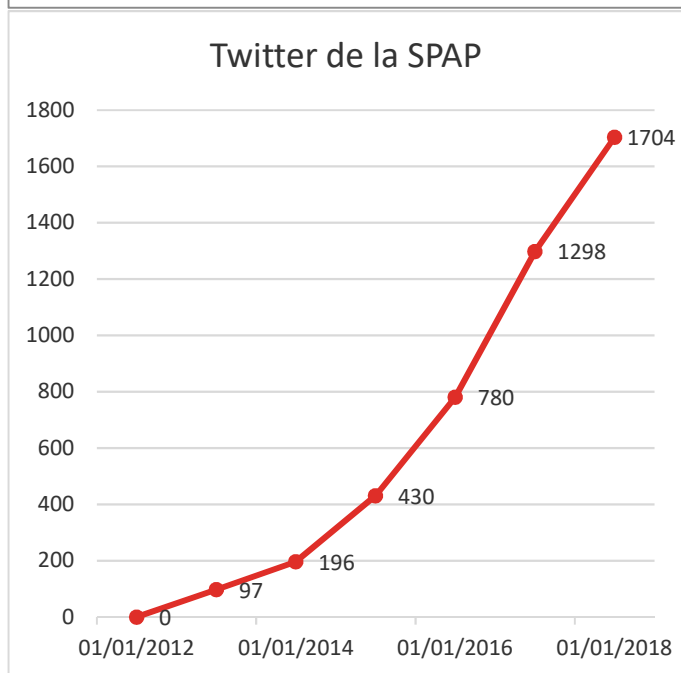
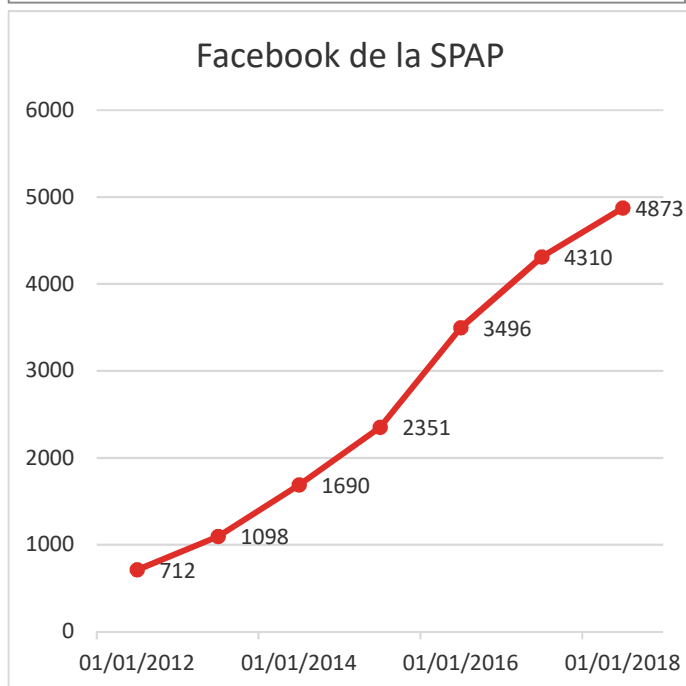
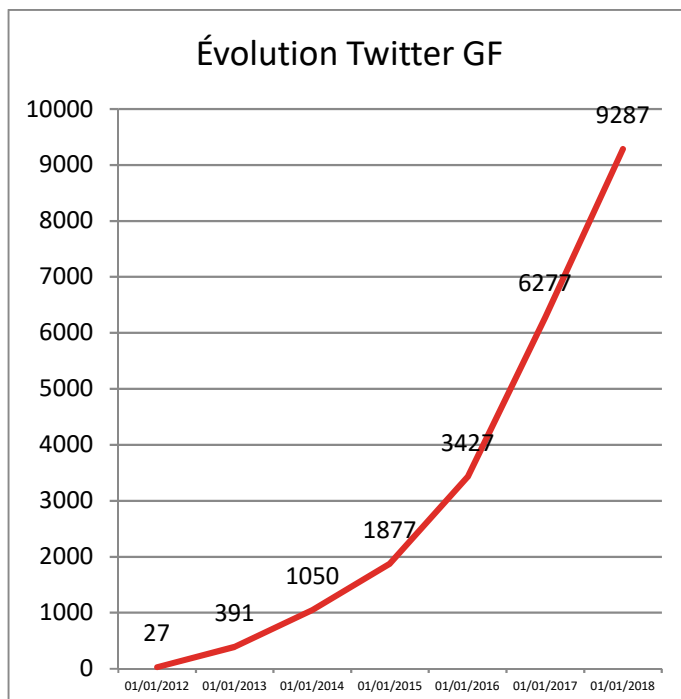
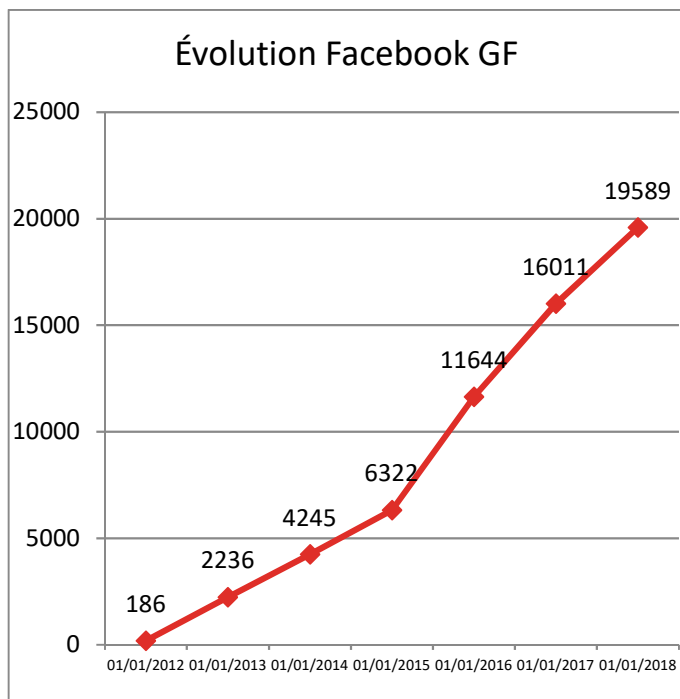
L'augmentation des inscrits à notre newsletter est régulière depuis de nombreuses années. Comme prévu l'année passée nous avons mis en place sur notre site un système de « pop-up » pour inciter les internautes à s'inscrire à notre Newsletter et cela a eu l'effet escompté.



Avec le Règlement européen sur la protection des données (RGDP) entré en vigueur en 2018, un toilettage a été fait de nos bases de données. Nous avons en tout en 2017 plus de 92 500 contacts dans nos différents listings, fin 2018 nous en sommes à 77 938 abonnés uniques actifs inscrits, à cela s'ajoute 2343 abonnés non confirmés et 36 186 abonnés considérés comme « rebondis » qu'il nous faudra ressolliciter le temps venu.

Réseaux sociaux

Dans ce domaine aussi notre croissance est régulière. Elle s'est même accélérée depuis 2015.

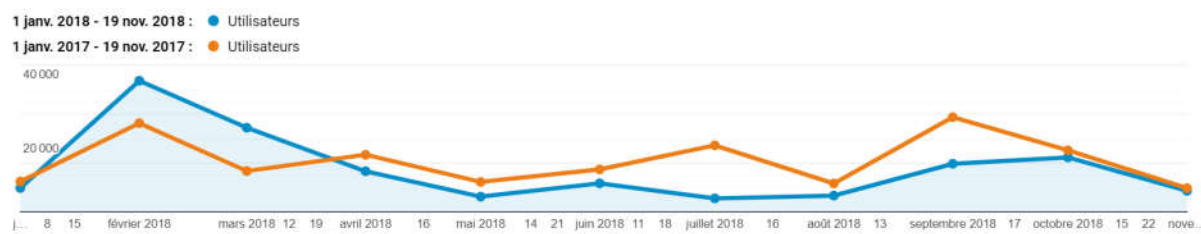


Sites Internet

Générations Futures

Du 1^{er} janvier au 19 novembre

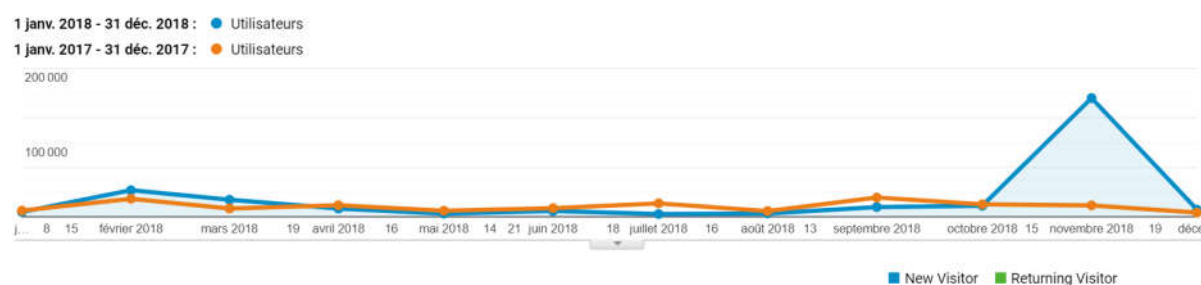
Mois



Du 1^{er} janvier au 31 décembre

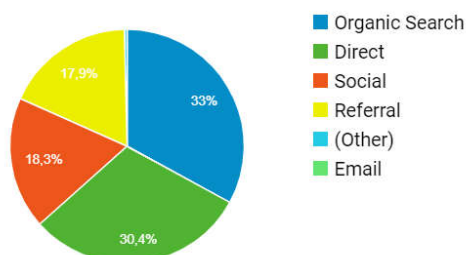
Après le 19 novembre nous avons publié nos cartes des ventes des pesticides ainsi qu'un widget que d'autres organisations pouvaient mettre sur leur site, ce qu'a fait Franceinfo.fr, ce qui a généré un trafic très important vers notre site à compter du 19 novembre comme en témoigne le graphique ci-dessous, ainsi que les diagrammes.

Mois



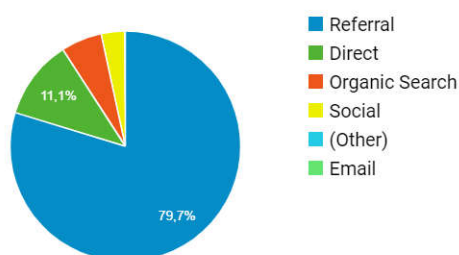
Principaux canaux

1 janv. 2018 - 19 nov. 2018

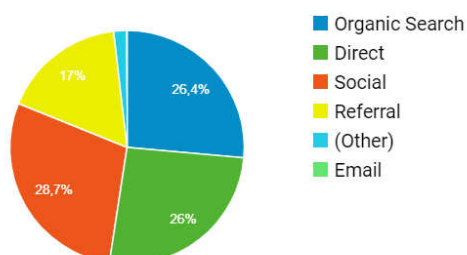


Principaux canaux

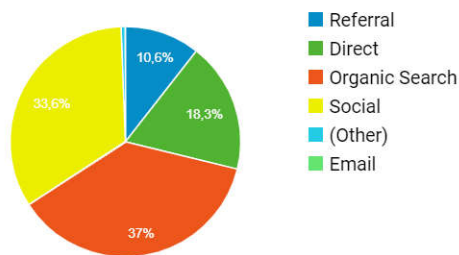
19 nov. 2018 - 31 déc. 2018

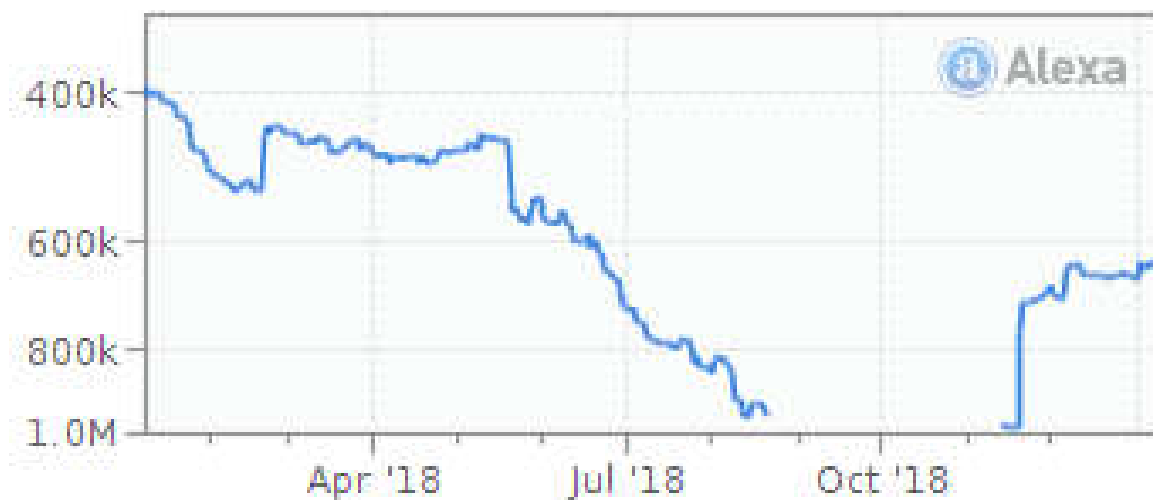


1 janv. 2017 - 19 nov. 2017



19 nov. 2017 - 31 déc. 2017

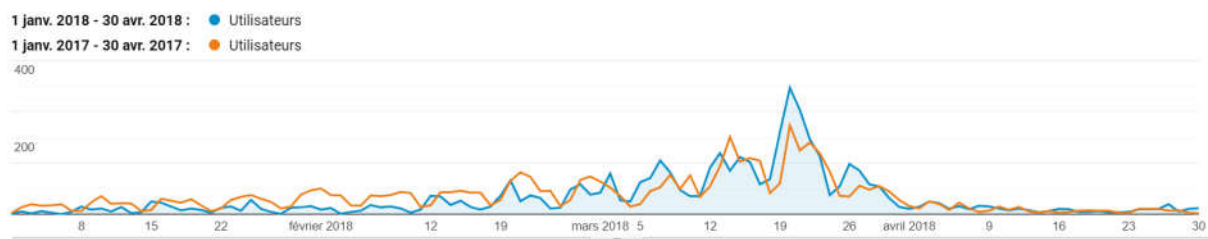




En 2018 encore nous avons eu beaucoup de trafic sur notre site internet. Un «trou' dans l'activité est notable en septembre — octobre, période pendant laquelle l'équipe s'est consacrée de manière très importante à la campagne «Coquelicots' ce qui a induit une moindre visibilité de GF en tant que tel.

Semaine pour les alternatives aux pesticides

Le trafic du site de la Semaine pour les alternatives aux pesticides est aussi en augmentation en comparaison de l'année précédente.



Ces données statistiques révèlent la dynamique positive de l'association, mais ne sont que la partie émergée des informations relatives à l'action menée par Générations Futures sur une année. Nous vous proposons de découvrir dans les pages qui suivent tout le travail de fond mené par notre association.

Cette partie se décline en 4 grands thèmes : le cœur de métier de Générations Futures avec bien sûr les pesticides avec comme objectif la dénonciation des impacts de ces substances notamment au travers de la campagne dédiée aux victimes et la promotion des alternatives avec la Semaine pour les alternatives aux pesticides. Cette année nous avons aussi décidé d'élargir officiellement notre champ d'activités en travaillant plus globalement sur les substances chimiques autres que pesticides. Cet élargissement était une évidence tant cette question des produits chimiques était délaissée par les ONG. Bien sûr nous avons poursuivi notre action sur le thème de la « Santé environnementale ». Enfin, une partie sera dédiée à notre implication pour le climat (il serait irresponsable qu'une ONG comme la nôtre ne s'associe au travail de nos collègues sur ce sujet majeur).

Commençons donc avec le dossier touffu des pesticides.

Pesticides

En 2018, nous avons travaillé sur différents aspects avec pour objectif de faire progresser nos demandes en :

- Informant sur la présence des résidus de pesticides dans notre alimentation,
- dénonçant les faiblesses de l'évaluation et l'homologation des pesticides notamment en ciblant certaines molécules emblématiques,
- rendant publique la carte des ventes des pesticides, avec pour objectif de rendre visible les zones potentiellement les plus concernées par des expositions aux pesticides,
- soutenant les victimes des pesticides et les décideurs qui travaillent en faveur de la protection des personnes exposées à ces substances dangereuses,
- étant force de proposition lors des discussions législatives (loi Agriculture et Alimentation) et réglementaires (plan pesticides / Ecophyto 2+)
- enfin en mobilisant les citoyens au travers de l'Appel des coquelicots.

Découvrez ci-après les détails des actions menées pour chacun de ces aspects.

Alimentation/résidus

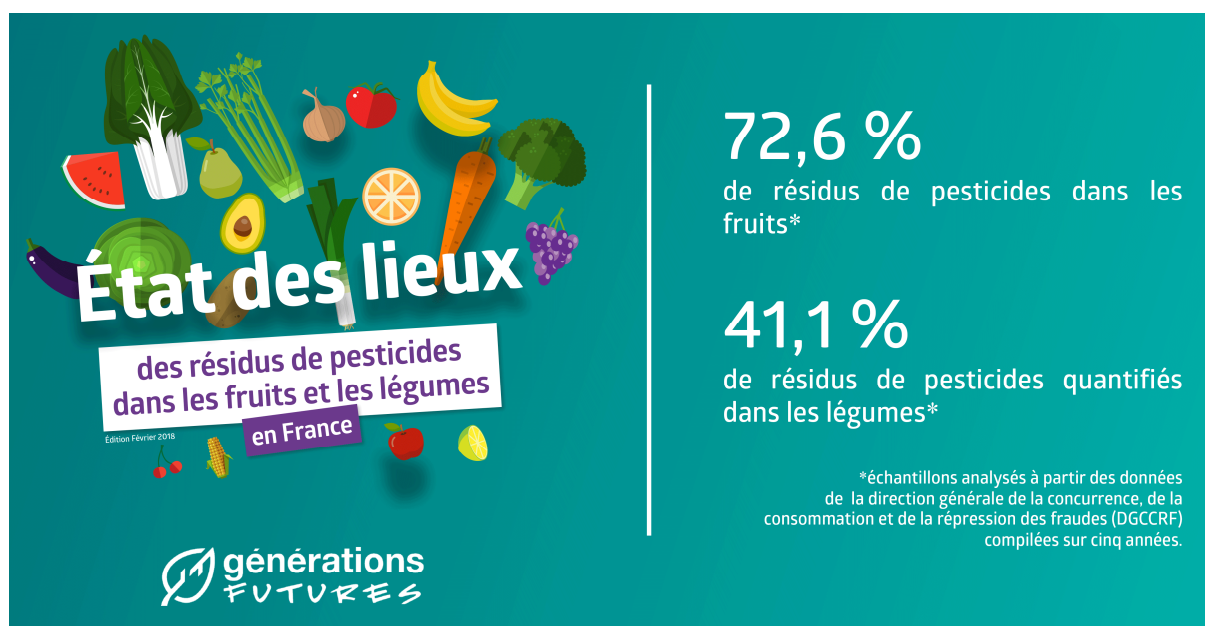
Depuis des années notre association travaille sur la question de la présence des pesticides dans l'alimentation. Sans ce travail il est probable que cette question n'aura pas fait l'objet d'une attention particulière de la part des autorités, mais aussi des consommateurs.

Régulièrement nous avons rendu publiques des données démontrant cette présence, mais cela fait de nombreuses années que nous voulions, sur la base des données officielles réalisées chaque année, réaliser un classement des fruits et légumes les plus concernés ces résidus.

C'est ce désir qui a donné lieu à notre premier rapport de l'année paru le 20 février intitulé « État des lieux des résidus de pesticides dans les fruits et légumes en France ». Ce rapport a été élaboré sur la base de données officielles produites par la direction générale de la répression des fraudes (DGCCRF). Ces analyses officielles nous ont permis de réaliser un classement des fruits et des légumes en fonction de la fréquence de la présence de résidus de pesticides mesurés et un classement des fruits et légumes en fonction de la fréquence des dépassements des limites maximales en résidus (LMR), sur une période allant de 2012 à 2016¹.

¹ Lire le rapport : <https://www.generations-futures.fr/actualites/residus-de-pesticides-fruits-legumes/>

En tout ce sont 19 fruits et 33 légumes qui ont pu être étudiés sur la base des données fournies par la DGCCRF.



Ce rapport inédit en France a fait l'objet de très nombreuses retombées presse. Il fera l'objet d'une mise à jour en 2020 avec les nouvelles données et surtout nous espérons que nous pourrions donner plus de détails si nous parvenons à avoir les données brutes avec les mesures et la provenance des aliments testés.

Évidemment, la sortie de ce rapport a engendré des réactions de la part de l'interprofession des fruits et légumes conventionnels à la hauteur des répercussions de la sortie de notre travail. En effet, l'Interfel a payé des pages de publicité dans tous les quotidiens nationaux 4 jours après la sortie de notre rapport.



Ensuite, d'autres professionnels ont communiqué sur un nouveau label « Zéro pesticide » qu'avec des collègues d'autres ONG nous avons dénoncé dans une tribune². En effet nos organisations pointaient le fait qu'en plus d'être inexact, cet affichage ne répond absolument pas aux enjeux globaux liés à la réduction de l'utilisation de ces molécules. Et biaise donc les choix des consommateurs désireux de faire attention à ce qu'ils achètent.

² <https://www.generations-futures.fr/actualites/tribune-pesticides-labels-trompeurs/>

Loin de calmer notre besoin d'informer les consommateurs, ces pressions nous ont donné l'envie de savoir quel était le niveau d'exposition des populations aux résidus pouvant être perturbateurs endocriniens c'est pourquoi le 4 septembre nous publions un nouveau rapport EXPERT (le numéro 10 de la série)³ qui montre pour la première fois que 6 résidus de pesticides sur 10 quantifiés dans l'alimentation européenne sont des perturbateurs endocriniens suspectés. Comme pour le précédent rapport, celui-ci a aussi fait l'objet de nombreuses retombées presse.

Le Parisien

Des perturbateurs endocriniens dans l'alimentation des Européens

Ces résidus de pesticides présentent un risque pour la santé, même à faible dose

Près des deux tiers des résidus de pesticides détectés dans l'alimentation européenne sont le fait de molécules suspectées d'être des perturbateurs endocriniens. C'est le principal enseignement d'une enquête, rendue publique mardi 4 septembre par l'Organisation non gouvernementale (ONG) Générations futures, menée sur la base du programme de surveillance européen coordonné par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (European Food Safety Authority, EFSA), dont les résultats ont été publiés cet été. Le constat de l'association est de nature à reposer la question des risques chroniques potentiels pour le consommateur liés à la présence de traces ténues de produits phytosanitaires dans l'alimentation.

Pour l'EFSA, les résidus de pesticides présents dans 96,2 % des échantillons d'aliments testés en 2016 par les États membres de l'Union européenne se situent dans les limites légales, c'est-à-dire contenant une concentration de substances actives inférieure aux limites maximales de résidus (LMR). Les risques liés à ces résidus sont donc considérés comme « faibles » par l'EFSA et par la plupart des agences de sécurité sanitaire.

Cependant, Générations futures fait valoir qu'un certain nombre

de ces pesticides sont suspectés d'être des perturbateurs endocriniens et sont ainsi susceptibles d'avoir des effets inattendus, à des niveaux d'exposition inférieurs aux valeurs définies par les réglementations.

En effet, explique l'association dans son rapport, la fixation de limites réglementaires « suppose que les pesticides n'ont pas d'effet en dessous d'un certain seuil ». « Or, les pesticides perturbateurs endocriniens ne répondent pas forcément au principe général admis en toxicologie classique selon lequel la dose fait le poison, et que, en dessous d'un certain seuil, il n'y a aucun effet toxique », ajoute l'association.

Effet « cocktail »

« Avec les perturbateurs endocriniens, ce n'est pas la dose qui fait le poison mais plutôt la période d'exposition » – le fœtus, le nourrisson, les adolescents ou encore les personnes âgées étant les plus vulnérables. Ce constat est largement consensuel dans la communauté scientifique académique.

Il a d'ailleurs été repris par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), qui, dans son rapport de décembre 2017 sur les perturbateurs endocriniens, précisait que « les recherches de ces dernières années confirment la dissociation entre la dose et l'effet

des perturbateurs endocriniens, cumulée avec les effets dits « cocktail », et remettent en question les raisonnements classiques de la toxicologie ».

Or, ce sont précisément les principes de la toxicologie classique qui sont aujourd'hui utilisés par les agences réglementaires pour calculer les valeurs d'exposition présumées sûres.

Au total, le programme européen de surveillance coordonné par l'EFSA a recherché 881 molécules différentes dans 84 657 échantillons d'aliments, sur lesquels 109 843 résidus de pesticides ont été quantifiés (350 des 881 molécules cibées ont été quantifiées au moins une fois). Générations futures a recherché, parmi ces 350 molécules, lesquelles avaient fait l'objet d'au moins une publication scientifique mettant en évidence des effets de perturbation endocrinienne.

C'est le cas pour 157 d'entre elles, selon le décompte de l'association. A partir des données de l'EFSA, Générations futures indique que ces 157 molécules sont à l'origine de 69 433 résidus quantifiés, soit 63,21 % du total. Pour François Veillerette, porte-parole de l'association, la conclusion est que « les voies d'exposition par l'alimentation doivent donc absolument être considérées par les autorités ».

La toxicologie classique est de plus en plus bousculée par de profonds changements de paradigmes scientifiques. Dans une étude publiée en juin dans la revue *Environmental Health Perspectives*, une équipe de chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) montrait par exemple que des rongeurs mâles exposés à six pesticides communs, à des doses considérées comme sans effet nocif par les agences réglementaires, développaient des troubles métaboliques évocateurs du diabète : prise de poids doublée par rapport aux animaux non exposés, taux de cholestérol et glycémie à jeun élevés, accumulation de graisse hépatique.

Les perturbateurs endocriniens sont suspectés d'être l'une des causes de l'augmentation de certaines maladies non transmissibles (cancers hormono-dépendants, troubles neuro-comportementaux, infertilité, obésité et diabète, etc.) dans la population générale. La question de leur inclusion – au même titre que les cancérogènes, les mutagènes et les reprotoxiques – dans la réglementation européenne est au cœur d'un long feuilleton bruxellois qui dure depuis près de vingt ans. ■

STÉPHANE FOUCART

ALIMENTATION

Vous reprendrez bien un peu de perturbateurs endocriniens ?

Selon une étude de Générations futures, que nous dévoilons, on en consomme sans le savoir.

BOSCALIDE, difenoconazole, fludioxonil, pyriméthanol... A chaque fois que vous consommez des fruits, des légumes, des céréales, de la viande, du lait, vous ingurgitez sans le savoir d'infimes doses de pesticides. D'après la dernière analyse rendue publique cet été par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), 96,2 % des échantillons d'aliments passés à la loupe des toxicologues ont des concentrations de résidus de produits chimiques inexistantes ou inférieures

aux limites maximales autorisées en résidus.

Officiellement, rien de grave donc. Sauf que l'association écologiste Générations futures a analysé plus finement ces résultats et s'est rendu compte que, sur les 109 843 résidus de pesticides trouvés par l'agence européenne, 69 433 sont des restes de pesticides suspectés d'être des perturbateurs endocriniens. Soit 6 sur 10. Ce chiffre inquiète l'ONG. « Ce n'est pas la dose qui fait le poison, mais la période

d'exposition, souligne le porte-parole, François Veillerette. Si un adulte comme moi en consomme, cela n'aura pas le même effet que s'il s'agit d'enfants, et surtout de fœtus qui y sont très sensibles, même à des doses très faibles. »

Or, parmi les produits analysés par l'EFSA figuraient des produits pour bébés. Qui dit bébé dit être en croissance. Et c'est à ce stade qu'ils sont les plus dangereux. « On sait que l'exposition intra-utérine aux perturbateurs endocriniens peut

être responsable de malformations génitales et plus tard de problèmes d'infertilité, d'obésité, de diabète, de développement intellectuel », détaille François Veillerette.

PRIVILÉGER LE BIO

Parmi les 350 résidus de molécules chimiques trouvés dans les 41 722 échantillons de nourriture analysés par l'EFSA, 157 substances sont suspectées d'être des perturbateurs endocriniens. L'une d'elles, le boscalide, est un fongicide fré-

quemment utilisé pour protéger les cultures de fruits et légumes. Il a été retrouvé dans 6 815 échantillons ! Alors que la future loi sur l'agriculture et l'alimentation doit de nouveau être discutée fin septembre, Générations futures demande au gouvernement de prendre en compte ces résultats et de lister au plus vite les molécules les plus problématiques pour les retirer du marché. Et elle conseille aux consommateurs de privilégier l'alimentation bio. ■

FRÉDÉRIC MOUCHON

Ce travail sur la présence des résidus de pesticides dans l'alimentation est essentiel pour informer et sensibiliser décideurs et grand public sur ce sujet, mais il est loin d'être suffisant pour espérer une évolution de la problématique. L'un des enjeux majeurs pour espérer une réelle diminution de l'exposition des populations à ces substances dangereuses reste la dénonciation des carences de l'évaluation et l'homologation des pesticides. L'objectif étant d'obtenir une législation et une réglementation plus protectrices.

Homologation

Si d'aucuns pressent les faiblesses du système d'homologation des pesticides, il reste toujours fastidieux et difficile de les démontrer, c'est pourtant ce sur quoi a travaillé notre ONG en collaboration avec le réseau européen PAN Europe dont nous sommes membre.

Généralités

Le 6 février 2018, notre ONG avec PAN Europe publie un rapport⁴ inédit démontrant que sur 12 méthodes d'évaluation des risques des pesticides étudiées, 11 ont été développées ou promues par l'Industrie ! Or le problème avec ces méthodes est que des effets délétères observés dans des tests sur des animaux peuvent être ignorés. Ainsi :

- des tumeurs mises en évidence sur des animaux peuvent être classées comme 'non pertinentes pour l'homme',
- des résidus de pesticides dangereux dans l'eau peuvent être classés comme acceptables,
- la mort de 50 % de populations d'insectes et d'abeilles non ciblées après des pulvérisations considérée également comme acceptable
- et les exigences pour la protection de la vie aquatique affaiblies.

Notre rapport montre que le public et l'environnement ne sont pas protégés comme ils auraient le droit de l'être. La science utilisée par ces méthodes est biaisée et manipulée et les décisions prises sur les pesticides sont donc largement non scientifiques. L'EFSA et l'OMS cultivent encore ces relations de proximité avec l'industrie ce qui les empêche d'être objectifs et réellement indépendants. Le fait que les maladies chroniques continuent de croître, comme les cancers hormonaux dépendants de la prostate et du sein, et que l'effondrement des écosystèmes (abeilles, oiseaux, insectes...) dans les zones agricoles soit presque total, est un signe clair de la faillite du système d'évaluation des risques des pesticides, selon Pesticide Action Network Europe et Générations Futures.

Fort de ce premier rapport, en fin d'année, le 31 octobre, nous publions avec nos collègues européens un manifeste réclamant une réforme du système actuel d'évaluation et d'homologation des pesticides qu'ils jugent insuffisamment protecteur pour la santé et l'environnement.

Le Manifeste appelle notamment à :

- Donner la priorité à la santé publique, à l'environnement et à l'agriculture durable.
- S'assurer que les décideurs s'appuient sur des données complètes, publiques, à jour et exemptes de biais industriels.
- Permettre aux décideurs, à la société civile et à la communauté scientifique de contrôler l'intégrité et l'efficacité de la politique européenne en matière de pesticides.

CITOYENS POUR LA SCIENCE DANS LA RÈGLEMENTATION DES PESTICIDES - UNE COALITION EUROPÉENNE SCIENCE RIGOREUSE, ALIMENTATION SÛRE ET ENVIRONNEMENT SAIN

Le problème

Le règlement de l'UE sur les pesticides donne explicitement la priorité à la protection de la santé humaine et animale ainsi qu'à la protection de l'environnement. Il repose sur le principe de précaution pour garantir que les substances ou les produits pesticides mis sur le marché ne nuisent pas à la santé humaine ou animale ou à l'environnement. Toutefois, les règles ne sont pas correctement appliquées et le système de réglementation permet aux intérêts privés de primer sur la santé et l'environnement.

Des conflits d'intérêts majeurs persistent dans le système de réglementation des pesticides. Par exemple, l'industrie effectue ses propres tests de sécurité et participe activement à la conception des méthodes d'évaluation des risques. Des groupes d'experts de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), qui procèdent à l'examen par les pairs du dossier de candidature et publient un avis sur les critères d'approbation du pesticide, contiennent d'inclure des personnes ayant des liens financiers avec l'industrie agrochimique. Les « Monsanto papers », documents internes de Monsanto divulgués dans le cadre d'actions juridiques aux États-Unis, montrent comment l'industrie peut activement subvertir la science. Il est maintenant clair que l'industrie doit être tenue à distance des tests de sécurité, de l'évaluation des risques et de la gestion des risques.

L'absence de mise en œuvre adéquate de la réglementation entraîne un effondrement rapide de la biodiversité (oiseaux, abeilles, papillons, grenouilles et insectes) dans les zones agricoles et de graves

Un Manifeste

L'Union européenne a l'une des meilleures réglementations pour les pesticides au monde - en théorie. Mais elle n'est pas mise en œuvre dans la pratique.

Une nouvelle coalition, «Citizens for Science in Pesticide Regulation», a lancé ce manifeste pour demander des réformes. Nous demandons aux ONG et aux citoyens de s'inscrire en faveur de cette initiative.

Cette action intervient à un moment crucial, alors que la Commission européenne examine la législation sur les pesticides dans le cadre de son programme REFS. En outre, le comité PEST du Parlement européen, mis en place par les eurodéputés impliqués sur ce dossier à la suite de la controverse relative à la réhomologation du glyphosate, présentera ses recommandations concernant la réforme du processus d'autorisation des pesticides à la fin de 2018.

Couplé à la publication de ce manifeste, PAN Europe et Générations Futures publient un nouveau rapport qui détaille les lacunes de ce système et fait des propositions d'amélioration⁵. Il décortique les carences du système actuel d'évaluation et suggère des pistes d'amélioration. Les lacunes et biais méthodologiques sont nombreux. Le rapport recense une dizaine de lacunes structurelles pointant la faiblesse des tests de sécurité ou le manque de transparence dans la déclaration des études. Il interroge aussi sur les conflits d'intérêts possibles des personnes en charge des processus d'évaluation. Le rapport fait également la lumière sur les insuffisances

⁴ <https://www.generations-futures.fr/actualites/evaluation-pesticides-rapport/>

⁵ <https://www.generations-futures.fr/actualites/manifeste-reglementation-pesticides/>

méthodologiques (une dizaine) démontrant que les tests actuels sont dépassés, incomplets tout comme les rapports qui sont transmis par les industriels et qui servent de base à l'évaluation des substances, sans parler de la question de l'évaluation des mélanges... Pour chacune de ces lacunes et insuffisances, nos organisations font des propositions d'amélioration nécessaires si l'on veut atteindre un haut niveau de protection de la santé et de l'environnement des citoyens européens.

Ces rapports ont, bien entendu, été transmis au gouvernement notamment au cabinet du ministre de l'Écologie. Ils ont été réalisés alors même que la Commission européenne examinait la législation sur les pesticides dans le cadre de son programme REFIT, que le Parlement européen a publié une série de rapports et créé le comité PEST chargé d'enquêter sur la procédure d'autorisation de l'Union européenne pour les pesticides.

Outre ce travail transversal, nous avons aussi ciblé des molécules emblématiques et dangereuses qui nous permettent d'illustrer concrètement les failles et carences de ce système d'homologation.

Molécules

Quelques familles de molécules et des substances ont particulièrement retenu notre attention et la retiendront encore en 2020, en voici un florilège.

Glyphosate

Bien sûr le glyphosate aura encore mobilisé notre énergie. Si son autorisation au niveau européen a été actée fin 2017, le combat en France a perduré en 2018.

Nous avons tout d'abord, en début d'année, relayé une nouvelle étude du Pr GE Séralini démontrant la forte toxicité des coformulants utilisés dans les herbicides à base de glyphosate⁶ ainsi qu'en mai 3 nouvelles études indépendantes soulignant la dangerosité du glyphosate à des doses pourtant considérées comme sûres par des Agences⁷.

Alors que les discussions battaient leur plein dans les hémicycles du parlement sur la loi Agriculture et Alimentation, nous avons relancé, en mai, notre pétition⁸ demandant à la France de respecter son engagement de sortie du glyphosate en 3 ans, au plus tard fin 2020, portée par de nombreuses ONG, et qui a reçu le soutien de 365 000 internautes.

Ce même mois, nous avons communiqué⁹ sur le scandale dénoncé par la députée Delphine Batho qui s'inquiétait du fait que les industriels pourraient avoir accès à des amendements avant les députés eux-mêmes.

Suivant toujours ce dossier, en juin, nous nous sommes inquiétés du fait que les ministres de l'Écologie, Nicolas Hulot, et de l'Agriculture Stéphane Travert aient rencontré les acteurs de la filière agricole pour évoquer la sortie du glyphosate en 3 ans, alors même que les associations environnementales, pourtant très impliquées sur ce dossier, n'étaient pas associées à cet échange. Notre association profitait de ce communiqué¹⁰ pour déplorer le fait que la sortie du glyphosate ne soit pas inscrite dans la loi dès à présent.

Ce qui est intéressant sur ce dossier c'est que la pression citoyenne — particulièrement en France — a fait bouger les lignes. Pressée par les citoyens, la France a été nommée comme pays en charge de la réautorisation du dossier lors de la prochaine évaluation. On peut espérer

⁶ <https://www.generations-futures.fr/actualites/toxicite-co-formulants-glyphosate/>

⁷ <https://www.generations-futures.fr/actualites/glyphosate-nouvelles-etudes/>

⁸ <https://www.generations-futures.fr/actualites/petition-glyphosate-egalim/>

⁹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/scandale-amendements-glyphosate/>

¹⁰ <https://www.generations-futures.fr/actualites/glyphosate-plan-de-sortie/>

que cela soit une bonne nouvelle puisque le gouvernement s'est engagé sur le chemin de la sortie de cet herbicide¹¹.



Chlorpyrifos

Une autre molécule qui devait revenir à autorisation nous a mobilisés : l'insecticide Chlorpyrifos que Stéphane Lefoll, alors ministre de l'Agriculture et suite au Cash Investigation sur les pesticides diffusé en 2016, s'était engagé à ne plus autoriser sur le sol français. Cette molécule est notamment mise en cause pour engendrer des troubles autistiques. Finalement, son évaluation au niveau européen a été repoussée, mais en prévision des discussions nous avons collaboré avec PAN Europe pour traduire un document de synthèse qui fait le point sur cet insecticide¹².

Métam-Sodium

Soumis aux aléas de l'actualité, nous avons été rattrapés par une molécule dont nous avons dénoncé l'utilisation il y a de cela... 10 ans : le Métam-Sodium. En effet, en octobre des dizaines de personnes ont été intoxiquées par ce pesticide suspecté d'être cancérigène et toxique de la reproduction et du développement par l'US-EPA aux États-Unis¹³. Fin octobre, le gouvernement décide de suspendre les produits utilisés en France contenant cette molécule, mais, maintenant la pression, la décision fut finalement prise de retirer toutes les Autorisations de mise sur le marché des produits pesticides à base de métam-sodium, annoncée par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)¹⁴.

Néonicotinoïdes

Bien sûr nous sommes restés très attentifs au dossier des néonicotinoïdes et cette année 2018 fut particulièrement intense et décisive sur ce dossier puisque l'entrée en vigueur de l'interdiction de l'utilisation de ces substances était prévue pour septembre de cette année.

L'année débutait bien puisque, mi-février, nous avons la confirmation de notre victoire suite à notre recours au Conseil d'État contre deux formulations d'un insecticide à base de sulfoxaflor¹⁵.

Nous avons aussi collaboré avec nos collègues des autres ONG dans le suivi de ce dossier. Ainsi, le 5 mars, l'Anses a rendu un rapport intermédiaire sur les alternatives aux néonicotinoïdes. Afin de rebondir sur cet avis, 10 ONG dont Génération Futures, ont publié une tribune sous forme de lettre ouverte¹⁶ adressée aux ministres de l'Agriculture, de l'Écologie et de la Santé, le 30 mars, lors de la Semaine pour les Alternatives aux Pesticides.



Nous avons livré, dans cette lettre, notre lecture de cet avis, nos commentaires et nos demandes. Cet avis doit servir de base aux ministères pour octroyer ou non des dérogations

¹¹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/glyphosate-france-reautorisation/>

¹² <https://www.generations-futures.fr/actualites/chlorpyrifos-petition/>

¹³ <https://www.generations-futures.fr/actualites/suspension-metam-sodium/>

¹⁴ <https://www.generations-futures.fr/actualites/fin-pesticides-metam-sodium/>

¹⁵ <https://www.generations-futures.fr/actualites/sulfoxaflor-abeille-nouvelle-victoire/>

¹⁶ <https://www.generations-futures.fr/actualites/lettre-ouverte-ong-neonicotinoide/>

pour certaines cultures jusqu'à 2020. Avec ce premier avis, nous sommes entrés dans une phase décisive de l'application de l'interdiction des néonicotinoïdes.

Avant la publication de cette lettre, nous avons communiqué avec nos collègues de l'UNAF dans le cadre du comité des élus.

Parallèlement aux avancées obtenues en France, l'Union européenne votait en avril 2018 l'interdiction de 3 néonicotinoïdes¹⁷. Cette décision européenne reste primordiale, car la position franco-française reste très fragile en témoigne la liste publiée, et très partielle, par le ministère de l'Agriculture en plein cœur de l'été dressant les substances concernées par l'interdiction de l'utilisation. Générations Futures et Greenpeace ont, via un communiqué¹⁸, maintenu une pression ferme sur le sujet. Fin août, nous remettons la pression cette fois avec une trentaine d'autres ONG en publiant une tribune sur le site de Libération¹⁹.

SDHi

En avril, de nouvelles molécules ont occupé notre temps en 2018 : les fongicides SDHi. Suite à une alerte de chercheurs de l'INSERM, du CNRS et de l'INRA sur la dangerosité pour l'homme d'une classe de fongicides, les SDHi (inhibiteurs de la succinate déshydrogénase), Générations Futures a demandé le réexamen en urgence de l'évaluation de ces fongicides ainsi qu'une suspension immédiate de leurs autorisations²⁰. Pour appuyer cette demande, notre ONG a publié dans la foulée un rapport démontrant l'omniprésence de ces substances dans l'environnement²¹.

Cartes des ventes des pesticides et Glyph'Awards

Un temps fort a ponctué notre année : la publication des cartes des ventes de pesticides²². En effet, Générations Futures — en partenariat avec le Parisien — a rendu publiques le 20 novembre les cartes de France, détaillées et exclusives, des ventes de pesticides par département et par catégorie de pesticides. Notre association a profité de la publication de ces données pour remettre les « Glyph'Awards » d'or, d'argent et de bronze ainsi que leurs accessits aux départements qui arrivent en tête du classement pour les ventes de glyphosate !

L'objectif était de répondre aux questions suivantes : Où achète-t-on le plus de pesticides ? Et lesquels ? Ces questions nous nous les posons régulièrement depuis de nombreuses années et nombreux sont celles et ceux qui nous interpellent sur ce sujet. Alors nous avons décidé d'y répondre. Comment ? En utilisant les données officielles de 2017 existantes issues de la fameuse BNVD (base de données des ventes des distributeurs) qui donnent les quantités des différents produits commerciaux pesticides vendus dans chaque département sous la forme d'une feuille Excel de plus de 700 000 lignes ! De ces données nous avons déduit les quantités de matières actives vendues dans chaque département en moulinant longuement ces informations.

Cartes

Grâce à ce travail, nous avons publié différentes cartes de France de la répartition des ventes des pesticides présentant de manière synthétique et visuelle ces informations.

Nous avons élaboré de nombreuses cartes (d'autres sont en préparation) :

- La carte de vente des pesticides par département en 2017

¹⁷ <https://www.generations-futures.fr/actualites/victoire-neonicotinoides/>

¹⁸ <https://www.generations-futures.fr/actualites/neonicotinoides-abeilles-ne-supporteront-aucune-derogation/>

¹⁹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/ne-sabordez-loi-linterdiction-neonicotinoides/>

²⁰ <https://www.generations-futures.fr/actualites/fongicide-etude/>

²¹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/boscalid-sdhi/>

²² <https://www.generations-futures.fr/actualites/exclusivite-cartes-pesticides-glyphawards/>

- La carte des ventes des pesticides par département par ha de Surface Agricole Utile (SAU) en 2017
- La carte des ventes de pesticides non utilisables pour l'agriculture biologique par hectare de SAU (2017)
- La carte des ventes des pesticides Cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR), par ha de SAU, par département (2017)
- La carte des ventes des pesticides perturbateurs endocriniens (PE) par ha de SAU, par département (2017)
- La carte des ventes de glyphosate par ha de SAU, par département (2017)

Découvrez l'ensemble des cartes en vous rendant sur ce lien <https://www.generations-futures.fr/cartes/> et en consultant les résumés présentés dans notre dossier de presse²³.

Glyph'Awards



De même, dans un contexte de sortie programmée du glyphosate il nous semblait intéressant de profiter de la publication de la carte des ventes de pesticides pour attirer l'attention sur les départements les plus dépendants à l'usage du glyphosate. Nous avons donc décidé de «récompenser» ironiquement ces départements les plus accros à cet herbicide le plus vendu au monde : ce sont les «Glyph'Awards» qui se verront décernés chaque année. Notre but : encourager les agriculteurs de ces départements à ne plus jamais vouloir recevoir cette «distinction» et donc à diminuer ou supprimer leur utilisation de glyphosate. En 2017 les lauréats sont : le Vaucluse (1^{er}), La Réunion (2^e), la Martinique (3^e), la Gironde (4^e) et l'Aube (5^e).

Victimes

Le dossier des victimes des pesticides, et tout particulièrement des riverains, a été — comme chaque année depuis 20 ans — au cœur de nos préoccupations en 2018.

Professionnels

En début d'année, nous avons soutenu nos collègues de Phyto-Victimes pour la création d'un fonds d'indemnisation des victimes des pesticides²⁴.

En aout, comme nombre de personnalités et d'ONG, nous avons salué la victoire historique du jardinier Dewayne Johnson contre la firme Monsanto²⁵.

²³ https://www.generations-futures.fr/wp-content/uploads/2018/11/dp201178_cartes_pesticidesv2.pdf

²⁴ <https://www.generations-futures.fr/actualites/indemnisation-victimes-pesticides-loi/>

²⁵ <https://www.generations-futures.fr/actualites/victoire-proces-monsanto-glyphosate/>

Riverains



Dans le dossier des riverains, nous avons suivi de près le lancement des études scientifiques faisant part de risque pour les populations exposées à ces substances²⁶ et avons relayé une étude très intéressante démontrant que les riverains exposés aux pesticides sont statiquement plus à risque pour ce qui est de la maladie de Parkinson²⁷.

De même, nous avons donné un écho national à une enquête menée localement sur la présence de résidus de pesticides dans les poussières menée par le collectif Info Médoc²⁸.

En avril, nous avons mis à jour notre brochure destinée aux riverains victimes des pesticides. Le toilettage s'est fait aussi bien sur le fond que sur la forme²⁹.

En 2018, nous avons aussi collaboré à la rédaction d'une proposition de loi pour protéger les victimes des pesticides rendue publique en juin³⁰.

Cette proposition est d'autant plus importante que le gouvernement refuse encore de prendre des dispositions réelles protectrices des riverains c'est d'ailleurs pourquoi mi-juillet nous coordonnons l'écriture et la publication d'un texte demandant des mesures fortes et efficaces³¹.

Enfin en juillet, nous apprenions avec plaisir que la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Bordeaux avait tranché dans le dossier des épandages de pesticides à Villeneuve-de-Blaye, en mai 2014, qui avaient provoqué des malaises d'enfants d'une école située à proximité des vignes. L'affaire sera renvoyée devant le tribunal correctionnel de Libourne. Malgré l'ordonnance de non-lieu rendue en septembre 2017, deux châteaux du Bordelais seront donc renvoyés devant le tribunal correctionnel de Libourne³².

Marche pour la vérité

Afin de rendre visible les victimes les personnes isolées et victimes dans leur travail, dans leur lieu de vie, dans leur alimentation, dans leurs soins... de produits toxiques, de produits de santé dangereux, de polluants dangereux pour la santé et pour les générations futures, nous avons participé à la marche des cobayes qui s'est déroulée du 1^{er} mai³³ au 30 juin³⁴.

²⁶ <https://www.generations-futures.fr/actualites/etudes-scientifiques-riverains-pesticides/>

²⁷ <https://www.generations-futures.fr/actualites/parkinson-riverains-pesticides/>

²⁸ <https://www.generations-futures.fr/actualites/pesticides-poussieres-habitations-medoc/>

²⁹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/riverains-pesticides-brochure/>

³⁰ <https://www.generations-futures.fr/actualites/pesticides-riverains-loi-prudhomme/>

³¹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/riverains-pesticides-courrier-ecophyto/>

³² <https://www.generations-futures.fr/actualites/pesticides-ecoliers-justice/>

³³ <https://www.generations-futures.fr/actualites/marche-verite-justice/>

³⁴ <https://www.generations-futures.fr/actualites/marche-cobayes-paris/>

Législation — réglementation

Il est inconcevable pour Générations Futures de ne pas travailler sur les aspects réglementaires et législatifs de nos dossiers, même si nous restons toujours prudents et critiques. Ainsi, cette année encore nous avons été présents lors des discussions autour du plan Ecophyto 2+ et du plan pesticides, ainsi que dans le cadre de la loi Agriculture et Alimentation issue des États généraux de l'alimentation.

Ecophyto/Plan pesticides

Plan pesticides

Qui dit nouveau gouvernement, dit... nouveau plan pesticides et toilettage du plan Ecophyto. Et ce gouvernement, comme le précédent, dans la foulée de la loi Agriculture et Alimentation s'y est « attelé ». Les ONG ont contribué au débat.

Dans le cadre de la plateforme associative, issue des EGA, notre association est devenue la référente de la plateforme pour le plan pesticides.

En janvier, le gouvernement annonce ses propositions d'actions sur les pesticides³⁵. Cette annonce fait écho à la publication d'un nouveau rapport³⁶ publié notamment par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). Pour la préparation de ce rapport, l'IGAS avait auditionné divers acteurs dont Générations Futures en novembre 2017. À la sortie de ce très intéressant rapport, notre association a proposé une analyse succincte de ce dernier dont certains points méritaient le détour.

Tout d'abord, ce rapport reconnaît que les enjeux liés aux pesticides/santé et environnement sont majeurs. Le rapport reconnaît que le degré de certitude est d'ores et déjà acquis sur les effets des produits phytopharmaceutiques et commande de prendre des mesures fortes et rapides sauf à engager la responsabilité des pouvoirs publics.

Ensuite, ce rapport pointe que le cadre juridique européen permet à terme d'exclure les substances actives reconnues comme les plus toxiques, mais laisse persister des substances reconnues dangereuses dans l'attente du renouvellement de leur approbation.

Enfin, le rapport préconise, dans le plan Ecophyto 2+ :

- l'introduction de zones non traitées à proximité des habitations pour les produits les plus préoccupants et une meilleure information du public sur les pulvérisations notamment par une obligation d'affichage !
- de fixer une trajectoire de réduction de l'utilisation des pesticides au moyen d'objectifs intermédiaires. Le rapport souligne que réduire de façon pérenne la dépendance aux produits phytopharmaceutiques suppose d'activer d'autres leviers que ceux prévus actuellement dans le périmètre du plan Ecophyto 2 actuel,
- d'augmenter l'effort financier en matière de recherche, portant tant sur l'impact sur la santé et l'environnement que sur les alternatives.

Les rapporteurs affirment que l'objectif fixé au sein du plan Ecophyto 2 (-50 % d'utilisation en 2025) ne pourra donc être obtenu que par l'affirmation au plus haut niveau de l'État d'une détermination sans faille du gouvernement dans son ensemble à mener ce plan à terme.

Fort de ces éléments, nous avons de nombreux arguments à faire valoir pour améliorer les différents textes en discussion sur le sujet des pesticides. Ainsi, en mars, nous dévoilons les propositions formulées par nos ONG dont le travail a été coordonné par Générations Futures³⁷

³⁵ <https://www.generations-futures.fr/actualites/gouvernement-annonces-pesticides/>

³⁶ <https://www.generations-futures.fr/actualites/rapport-utilisation-pesticides/>

³⁷ <https://www.generations-futures.fr/actualites/plan-pesticides/>

et invitions les internautes à soutenir ces propositions jusqu'au 30 mars, date butoir pour faire nos critiques³⁸.

À l'opposé du rapport de l'IGAS, paraissait en avril un rapport issu d'une mission d'information commune sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques mise en place au sein de l'Assemblée nationale en octobre 2017. Pendant des mois, les élu(e)s ont auditionné des personnalités et des experts d'organisations, dont Générations Futures. La mission a rendu son rapport début avril, et le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'était pas à la hauteur des enjeux. Générations Futures en a fait une analyse³⁹.

Fin avril, le gouvernement rendait enfin public son plan pesticides après l'avoir annoncé en janvier et soumis à consultation publique. Là aussi, le moins que l'on puisse dire c'est que le plan proposé était bien timoré, c'est ce que nos ONG ont fait savoir⁴⁰.

Ecophyto 2+

En parallèle de ce plan pesticides, une révision du plan Ecophyto allait être proposée. Indéniablement indispensable aux vues de l'échec de l'actuel plan ! En témoigne les chiffres rendus publics à la fin juillet⁴¹ ou encore les données de ventes⁴². Outre le fait que nous avons pris part aux réunions des parties prenantes, nous avons aussi proposé aux internautes de répondre à la consultation publique de la fin de l'année⁴³ en s'appuyant sur notre rapport critique du plan⁴⁴. Et ce travail était essentiel, d'autant que le changement de ministre de l'Agriculture nous a donné quelques sueurs froides. Non pas que Stéphane Travert nous ait satisfaits lors de sa présence à la tête de ce ministère, loin s'en faut ! Mais le nouveau ministre, Didier Guillaume, fraîchement nommé, commençait sa mission par des déclarations incompréhensibles sur le sujet des pesticides, déclarations auxquelles notre association n'a pas manqué de réagir⁴⁵ !

EGA

À la suite des États généraux de l'Alimentation (EGA), le gouvernement a proposé en mars un projet de loi (n° 627) relatif à « l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable ».

Nombreuses sont les associations qui ont proposé des amendements à ce texte qui, lors de cette première proposition, nous est apparu comme peu ambitieux. Générations Futures est de celles-là. Nous avons donc proposé fin mars de soutenir un certain nombre de nos propositions⁴⁶ et invité les internautes à demander aux députés qui devaient prochainement se positionner sur ce texte de porter dans l'hémicycle ces propositions présentées⁴⁷.

Ce travail global d'interpellation des élus, mais aussi lors de rendez-vous avec un certain nombre de députés ou représentant.e.s du Sénat (soit dans le cadre de la plateforme associative soit à l'initiative de Générations Futures seule), a permis de faire porter par certain.e.s élu.e.s des propositions d'amendements et quelques avancées, notamment après le passage en Commission développement durable de l'Assemblée nationale fin mars⁴⁸. En

³⁸ <https://www.generations-futures.fr/actualites/plan-pesticides-petition/>

³⁹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/mission-parlementaire-pesticides/>

⁴⁰ <https://www.generations-futures.fr/actualites/plan-pesticides-2/>

⁴¹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/ecophyto-augmentation-pesticides-milieu-agricole/>

⁴² <https://www.generations-futures.fr/actualites/vente-de-pesticides/>

⁴³ <https://www.generations-futures.fr/actualites/consultation-publique-ecophyto-2/>

⁴⁴ <https://www.generations-futures.fr/wp-content/uploads/2018/12/consultation-publique-101218-ecophyto2-final.pdf>

⁴⁵ <https://www.generations-futures.fr/actualites/pesticide-sante-ministre-de-lagriculture/>

⁴⁶ <https://www.generations-futures.fr/wp-content/uploads/2018/04/cahier-damendement-v2-platefome-propositions-gf030418.pdf>

⁴⁷ <https://www.generations-futures.fr/actualites/loi-ega-agissez/>

⁴⁸ <https://www.generations-futures.fr/actualites/loi-ega-com-eco/>

revanche le passage de la loi par la Commission des affaires économiques de cette même chambre aura eu raison de ces avancées⁴⁹.

Les débats qui ont eu lieu en 1^{re} lecture au sein de l'Assemblée Nationale (AN) furent houleux et intenses, et au cœur de ces derniers un sujet a tout particulièrement attiré l'attention : les pesticides ! La première journée en plénière (le 27 mai) aura permis d'inscrire dans la Loi deux avancées : l'une sur le dioxyde de titane l'autre sur l'étiquetage des pesticides,⁵⁰ mais la seconde fut un marathon jonché de mauvaises nouvelles... La protection des riverains ? À la trappe⁵¹. L'interdiction du glyphosate ? À la trappe⁵². Le fonds d'indemnisation des victimes des pesticides, la possibilité d'avoir accès aux registres des traitements en open data, la mise en place d'une LMR pour les effets cocktail, etc. À la trappe⁵³ ! La conclusion de nos ONG à la suite de cette première lecture à l'AN est sévère, mais juste⁵⁴.



En juin, la loi est arrivée en discussion au Sénat. Notre association n'a pas baissé les bras malgré les déconvenues des votes à l'Assemblée nationale. Nous avons donc invité les internautes à interpeller de nouveaux leurs élu.e.s⁵⁵. Le passage au Sénat aura douché les quelques espoirs portés par nos ONG⁵⁶.

Début juillet, le bilan des votes dans la 2^e chambre n'est pas la hauteur des enjeux⁵⁷. Heureusement grâce à la mobilisation citoyenne nous avons pu «sauver» quelques mesures comme la confirmation de l'objectif de 20 % de produits bio dans la restauration et l'extension de l'interdiction des néonicotinoïdes aux molécules au mode d'action similaire. Mais le parcours législatif n'était pas encore achevé à cette période de l'année. En automne, le parcours s'est poursuivi avec la nécessité pour nos ONG de rester vigilantes si nous ne voulions pas perdre les quelques avancées obtenues et peut-être même en obtenir de nouvelles. Ainsi, début septembre, avant le passage en seconde lecture du parlement nous relançons les internautes pour qu'ils maintiennent la pression sur leurs élu.e.s⁵⁸ et début octobre la loi était définitivement adoptée.

Nous aurons emporté quelques avancées dont il faut se féliciter tant les batailles furent âpres⁵⁹. Ce qu'on retiendra de plutôt positif :

- Agriculture biologique : D'ici 2022 20 % de bio dans les cantines, 15 % de la SAU en bio
- Fini les aliments contenant des pesticides interdits sur le territoire de l'UE, indépendamment de la Limite Maximale en Résidus
- Fini les rabais, ristournes et autres remises pour les pesticides et les biocides
- Élargissement de la définition des néonicotinoïdes
- Séparation de la vente et du conseil

Mais certains articles nous ont laissé sur notre faim et sur nos gardes :

- Repas végétarien : des menus végétariens oui, mais en expérimentation...
- Le plastique dans les cantines ce n'est plus fantastique, mais pas avant 2025

⁴⁹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/projet-de-loi-agriculture-alimentation/>

⁵⁰ <https://www.generations-futures.fr/actualites/loi-ega-nano-pesticides-etiquetage/>

⁵¹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/scandaleux-riverains-travert-ega/>

⁵² <https://www.generations-futures.fr/actualites/glyphosate-traison-gouvernement/>

⁵³ <https://www.generations-futures.fr/actualites/loi-ega-linterdiction-glyphosate-rejete/>

⁵⁴ <https://www.generations-futures.fr/actualites/ega-perlimpinpin/>

⁵⁵ <https://www.generations-futures.fr/actualites/loi-ega-interpellez-senateurs/>

⁵⁶ <https://www.generations-futures.fr/actualites/loi-ega-sans-ambition/>

⁵⁷ <https://www.generations-futures.fr/actualites/loi-egalim-senat-pesticides/>

⁵⁸ <https://www.generations-futures.fr/actualites/egalim-interpellez-vos-elus-vote-final/>

⁵⁹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/adoption-de-loi-agriculture-alimentation-timoree/>

- Suspension — et non interdiction — du fameux additif TiO₂
- Biocide : fini la vente en libre-service pour les non-professionnels de certains (lesquels ?) biocides
- Biocides : + d'informations et — de publicité pour le consommateur sur les risques pour la santé et l'environnement pour certains biocides
- Interdiction de produire, stocker et faire circuler des pesticides avec des substances actives non approuvées oui, mais... l'OMC pourra mettre son veto
- Certiphyto, petit toilettage et petit contrôle du rôle des chambres en matière des actions en faveur de la réduction des phytos

Et d'autres (ou l'absence d'autres) nous ont carrément fait voir rouge :

- Fonds d'indemnisation des victimes des pesticides : il faudra attendre un énième rapport
- Retour partiel de la pulvérisation aérienne
- Protection des riverains ? Ce n'est pas pour tout de suite !
- Pas d'inscription dans la loi de l'interdiction du glyphosate

Pour que chacun puisse se faire son idée, nous avons proposé aux internautes une analyse détaillée de ce qui a été voté⁶⁰ et avons cosigné une tribune portée par 34 ONG qui résume le point de vue des associations⁶¹.

Force est de constater que là, où le rôle des ONG s'avère crucial, c'est lorsqu'il s'agit de batailler contre les lobbies agrochimiques, qui s'échinent continuellement à saper les quelques avancées obtenues démocratiquement. Pour preuve, début décembre, notre association a dû réagir vertement aux propos tenus par la présidente de la FNSEA, Christiane Lambert, qui en pleine campagne électorale (les élections chambres étant prévues début 2019) et profitant de l'instabilité engendrée par le mouvement des Gilets jaunes osa réclamer un retour sur la séparation de la vente des pesticides et du conseil agricole (un engagement d'Emmanuel Macron acté dans la loi alimentation) et la hausse de la redevance pour pollution diffuse appliquée aux pesticides⁶². Le syndicat qu'elle représente continuant cette pression et ce chantage inacceptable particulièrement sur ce dernier point⁶³. Les réactions de nos ONG sur ce dossier auront, semble-t-il, contribué à ne pas faire céder le gouvernement.

Comme vous avez pu le lire, notre association reste très mobilisée lorsqu'il s'agit de travailler sur le fond des dossiers et déploie une belle énergie à faire avancer nos idées sur le terrain réglementaire et législatif. Mais nous savons aussi que la bataille sur ce dossier des pesticides passera également par une prise de conscience collective et citoyenne qui est de plus en plus forte, c'est pourquoi nous nous sommes mobilisés pour lancer un vaste mouvement citoyen dont il va être question ci-après.

⁶⁰https://www.generations-futures.fr/wp-content/uploads/2018/10/cp031018_loi_ega_adoptee_analyse_generations_futures.pdf

⁶¹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/agriculture-alimentation-tribune/>

⁶² <https://www.generations-futures.fr/actualites/fnsea-chantage-pesticides/>

⁶³ <https://www.generations-futures.fr/actualites/rpd-pesticides-fnsea-chantage/>

Coquelicots

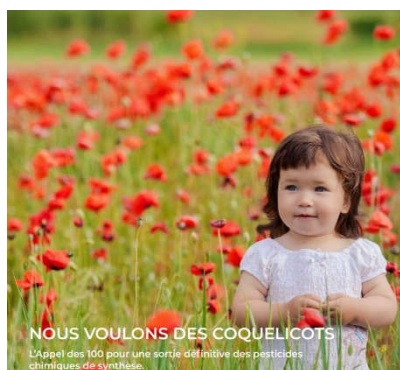
« Nous voulons des coquelicots ! »

Signez l'Appel des 100 pour l'interdiction de tous les pesticides chimiques de synthèse.



Un temps fort aura marqué la rentrée de septembre 2018, il s'agit du lancement de l'Appel des Coquelicots. Dès le début de l'année 2018, Générations Futures s'est impliquée dans ce projet de mobilisation citoyenne. Et le 12 septembre, notre association s'est associée fortement au lancement de ce grand mouvement citoyen qui s'articule autour d'un Appel demandant la fin de l'utilisation des pesticides de synthèse⁶⁴.

Générations Futures a, dès le départ, mis au service du mouvement ses compétences et ses moyens humains ainsi que financiers pour permettre au mouvement de se lancer et de fonctionner.



En amont du lancement nous avons participé :

- Aux nombreuses discussions préparatoires ;
- À la rédaction de contenus : dossier de presse de lancement notamment ;
- À la création d'outils : site internet, Manifeste de l'Appel, visuels, etc.
- À la mobilisation du réseau associatif et de nos membres.
- À la diffusion des supports créés pour l'Appel⁶⁵ via nos outils de communications (site de GF, newsletter, lettre d'informations papier, réseaux sociaux, etc.)

Au moment du lancement, nous avons piloté, avec l'agence réalisant le site des coquelicots actuellement en ligne, le lancement du site Internet. Quelques jours seulement après ce lancement, nous comptons déjà 200 000 signataires de l'Appel⁶⁶. Nous avons continué notre action en impliquant nos relais locaux pour l'organisation ou la participation à l'organisation des rassemblements les 1^{ers} vendredis de chaque mois⁶⁷.

Antiparasitaires pour animaux

En mars, la jardinerie Botanic, dont Générations Futures est fièrement partenaire depuis plus de 10 ans, franchit un nouveau cap : mettre fin à la vente d'antiparasitaires chimiques pour animaux⁶⁸. Notre association a modestement accompagné Botanic dans cette démarche et tenait à féliciter l'enseigne pour cette démarche avant-gardiste, mais surtout utile pour le respect de la santé et de l'environnement.

⁶⁴ <https://www.generations-futures.fr/actualites/appel-national-voulons-coquelicots/>

⁶⁵ <https://www.generations-futures.fr/actualites/coquelicots-viens-moi-vieux-pays/>

⁶⁶ <https://www.generations-futures.fr/actualites/200000-coquelicots/>

⁶⁷ <https://www.generations-futures.fr/actualites/coquelicots-2-novembre/>

⁶⁸ <https://www.generations-futures.fr/actualites/bravo-fin-insecticides-chimiques-animaux-domestiques-chez-botanic/>

Alternatives

Dénoncer les dangers des pesticides pour la santé et l'environnement est essentiel pour faire évoluer les choses, mais ne peut s'avérer suffisant. Il nous faut aussi promouvoir un autre modèle et c'est ce que nous faisons depuis maintenant plus de 20 ans. Cette année n'aura pas échappé à la règle.

Sciences & Stats

La connaissance et la science sont utiles pour démontrer que l'usage des pesticides n'est pas une fatalité c'est pourquoi en 2018 nous avons relayé diverses données et études dont :

- Les derniers chiffres de la bio en France publiés en février⁶⁹.
- Un excellent rapport publié par l'institut IDDRI présentant le projet TYFA (Ten Years For Agroecology) qui explore la possibilité de généraliser l'agroécologie à l'échelle européenne en analysant les usages et besoins de la production agricole, actuelle et future. Ce projet devant prendre en compte conjointement les enjeux d'alimentation durable des Européens, de préservation de la biodiversité et des ressources naturelles et de lutte contre le changement climatique. Un projet agroécologique fondé sur l'abandon des pesticides et des engrais de synthèse, et le redéploiement de prairies extensives et d'infrastructures paysagères permettrait une prise en charge cohérente de ces enjeux⁷⁰.
- Une étude INRA/INSERM qui a fait grand bruit et qui montre que les consommateurs réguliers de bio ont un risque moindre de 25 % de développer un cancer par rapport aux non-consommateurs de produits bio⁷¹.

Alimentation



Sur cette question des alternatives, nous avons mis l'accent en 2018 sur l'alimentation en nous impliquant sur la question suivante : comment rendre accessible une alimentation saine pour tous ?

Ce questionnement nous a logiquement menés à coorganiser un «défi famille à alimentation positive» avec la mutuelle familiale et les bios du Finistère⁷².

De même, l'argument très souvent avancé qui est de dire on ne change rien parce que l'alimentation bio c'est trop cher ne tient pas totalement si l'initiative est prise de mener une réflexion complète sur son modèle de consommation. Pour répondre à cet argument, nous avons élaboré et publié en septembre une brochure « Manger bio sans augmenter son budget »⁷³.



⁶⁹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/chiffres-bio/>

⁷⁰ <https://www.generations-futures.fr/actualites/europe-agroecologique-2050/>

⁷¹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/nouvelle-etude-consommer-bio-prevention-cancer/>

⁷² <https://www.generations-futures.fr/actualites/defi-famille-alimentation/>

⁷³ <https://www.generations-futures.fr/actualites/manger-bio-sans-augmenter-son-budget/>

Générations Futures collabore régulièrement avec divers réseaux pour faire vivre les alternatives au modèle chimiquement intensif dominant, en témoigne par exemple la lettre des ONG que nous avons cosignée en avril demandant à Emmanuel Macron la reconnaissance des droits des paysan-ne-s⁷⁴. Des événements grand public, de la mobilisation citoyenne ou encore du plaidoyer ont rythmé nos mois.

13^e SEMAINE POUR LES ALTERNATIVES AUX PESTICIDES
DU 20 AU 30 MARS 2018

ENSEMBLE CUISSONS L'AVENIR!

www.semaine-sans-pesticides.fr

À l'occasion du lancement de la SPAP, nous avons publié un dossier faisant le point sur l'alimentation qui a permis de montrer l'intérêt d'une alimentation sans résidu de pesticides.

0 phyto



Environ 800 salles ou lieux ont projeté le film (rien que le MK2 Beaubourg faisait 8 projections _____ par jour en semaine de sortie).



<https://www.dahu.bio/presse/>

« On ne peut qu'approuver une parole si sage et un film si judicieux. » Téléràma, le 31 janvier 2018.

⁸⁰[https://www.dahu.bio/images/zero-phyto-100-bio/zero phyto 100 bio guide organisation projection.pdf](https://www.dahu.bio/images/zero-phyto-100-bio/zero%20phyto%20100%20bio%20guide%20organisation%20projection.pdf)

« Avec son film "Zéro phyto 100 % bio", le vigneron et réalisateur Guillaume Bodin sillonne une France débarrassée de la chimie dans les jardins et l'assiette. » Libération, 31 janvier 2018.

« Sorti en salles le 31 janvier, le documentaire "Zéro phyto, 100 % bio" nous emmène dans un tour de France des cantines bio et des villes sans pesticides. Inspirant. » La Croix, le 2 février 2018.

PAC

Notre association est membre de la plateforme Pour une autre PAC qui a publié en juin ses douze priorités pour la réforme de la Politique Agricole Commune post 2020. Générations Futures s'est donc associée naturellement à ces priorités⁸¹.

Alternatiba

Enfin, notre association participe régulièrement à d'autres coordinations et actions. Ainsi en 2018, nous avons été partenaires du Tour Alternatiba et incité nos membres à y prendre part⁸².

Pesticides, alternatives aux pesticides sont le cœur du métier de Générations Futures mais de plus en plus régulièrement notre association élargie son travail à d'autres enjeux majeurs et plus globalement à la santé environnementale avec des focus sur les pollutions chimiques comme vous pourrez le lire dans les pages qui suivent.

⁸¹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/12-priorites-pac/>

⁸² <https://www.generations-futures.fr/actualites/alternatiba/>

Santé environnementale

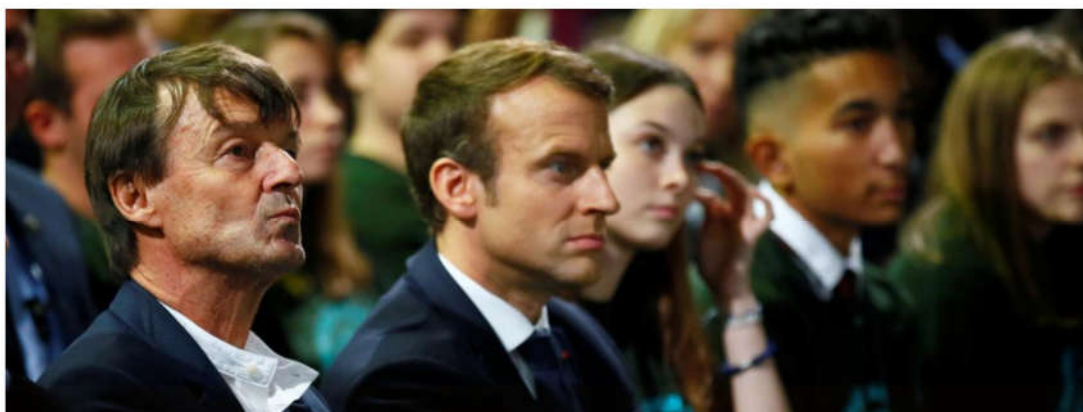
La question de la santé environnementale est au cœur de nos préoccupations. Nous tâchons de nous y impliquer globalement notamment dans le cadre de notre action avec les collègues européens.

Ainsi, en juin de cette année nous avons partagé, avec le réseau HEAL dont nous sommes membres, un document présentant notre vision sur la manière dont l'Europe peut et doit ouvrir la voie à un environnement non toxique⁸³. Et en octobre, nous demandions — toujours avec le réseau HEAL — aux membres du parlement européen de donner la priorité à la santé dans le prochain cycle budgétaire de l'UE, en prévision d'un débat au sein de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen⁸⁴.

En France, fin août, suite à la démission de Nicolas Hulot, nous étions parmi les associations signataires d'une lettre à Emmanuel Macron, publiée sur le site de France Info, l'invitant à changer de cap⁸⁵.

TRIBUNE. "La démission de Nicolas Hulot est une invitation à changer de cap" : 10 associations écologistes lancent un appel à Emmanuel Macron

La Fondation pour la Nature et l'Homme, Agir pour l'environnement, France nature environnement, Générations futures, Les Amis de la Terre, Réseau sortir du nucléaire, l'Action des citoyens pour le désarmement nucléaire, l'Association pour la protection des animaux sauvages, Virage énergies et la Société nationale de protection de la nature réagissent, jeudi 30 août, à la démission du ministre d'Etat.



#AlertePollution

Comme chaque année, nous n'avons pas manqué l'occasion de diffuser des études scientifiques pertinentes sur les sujets en santé environnementale. L'une portant sur la non-conformité des autorisations de mise sur le marché de 580 substances chimiques⁸⁶, une autre sur les perturbateurs endocriniens ayant des effets sur la fertilité masculine et la puberté précoce⁸⁷ ou encore sur la mise en évidence des dangers de l'effet cocktail⁸⁸.

⁸³ <https://www.generations-futures.fr/actualites/sante-environnement-heal-vision/>

⁸⁴ <https://www.generations-futures.fr/actualites/life-priorite-sante/>

⁸⁵ <https://www.generations-futures.fr/actualites/tribune-demission-hulot/>

⁸⁶ <https://www.generations-futures.fr/actualites/580-substances-chimiques-non-conformes-autorisees/>

⁸⁷ <https://www.generations-futures.fr/actualites/troubles-fertilite-perturbateurs-endocriniens/>

⁸⁸ <https://www.generations-futures.fr/actualites/perturbateurs-endocriniens-dangers-effet-cocktail/>

Mais cette nouvelle année a été tout particulièrement marquée par le lancement de notre nouvelle campagne : Désintox.

Campagne Chimiques — Désintox

Cette année a acté un tournant dans le travail de Générations Futures avec le lancement officiel de notre nouvelle campagne dédiée aux polluants chimiques, autres que les pesticides. Entre le travail de préparation et le lancement officiel de la campagne, les mois furent bien chargés ! D'autant que les questions des perturbateurs endocriniens ou des nanos ont pas mal monopolisé les débats. Outre le lancement de cette campagne, nous avons continué de prendre part à des commissions officielles comme la Commission sur les produits chimiques et biocides (CPCB) (8 octobre et 3 décembre) ou encore l'InterCOT de l'Anses présentant les orientations des travaux de l'Anses de 2019 à 2021 : en matière de santé environnement ; santé des végétaux ; de santé travail ; de santé, alimentation et bien-être des animaux ; santé alimentation (23 octobre) ainsi qu'à celle sur les nanomatériaux.



RMC **RMC**

#DupinQuotidien
Herbicides et additifs interdits, métaux lourds, nous sommes tous pollués! 🚫🧪🌿🌱🌾🍷🍷🍷
➡️ @mdups a fait tester ses cheveux avec 45 autres personnes grâce à l'ONG @genefutures et le résultat est édifiant !!!
#BourdinDirect



Après plusieurs mois de préparation, nous avons officiellement lancé en novembre notre campagne chimiques nommée Désintox⁸⁹ dont l'objectif est :

- **d'informer et de sensibiliser** les populations en rendant compte de la généralisation de la contamination par les polluants chimiques. Nous chercherons à replacer la question des pollutions chimiques dans le cadre plus large des écosystèmes et à établir le lien entre la contamination de l'homme et celle de son environnement ;
- **de dénoncer** l'inertie des responsables politiques et des industriels ;
- **de promouvoir des alternatives** pour réduire son exposition aux perturbateurs endocriniens.

Lors de ce lancement, nous avons dévoilé une nouvelle enquête montrant la contamination des citoyens à une multitude de polluants chimiques. Nous en avons profité aussi pour lancer une nouvelle brochure sur les perturbateurs endocriniens, corédigée avec le Dr. Judith Louyot.

⁸⁹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/desintox-polluants-chimiques/>

Cette brochure grand public fait un état des lieux des études existantes sur la question et donne aussi des informations pour limiter son exposition à ces substances dangereuses.

Nano

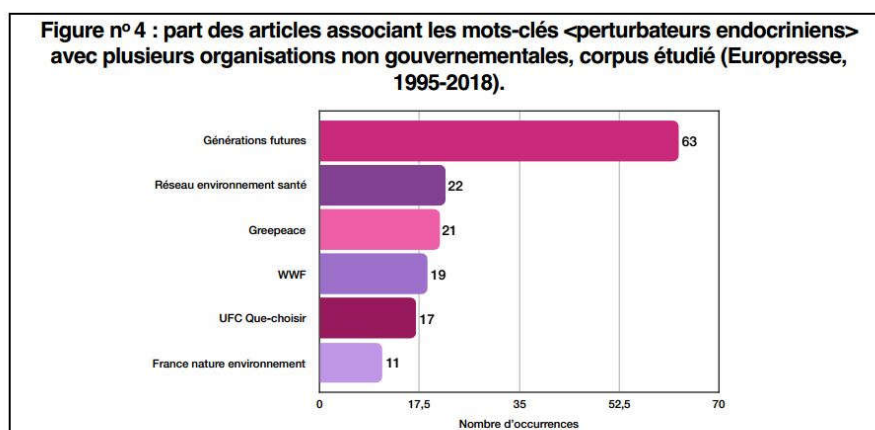
Un sujet aura aussi mobilisé les ONG, dont Générations Futures : le dioxyde de titane ou TiO₂. Lors des discussions dans le cadre des États Général de l'Alimentation (EGA) en 2017, nous participions au groupe de travail traitant des questions de santé environnementale. Notre directeur, F. Veillerette avec le soutien d'autres ONG avait obtenu l'adoption d'une stratégie sur les nanoparticules. Dans ce même cadre, un débat a eu lieu sur un additif sous forme nano en particulier, le TiO₂, grâce notamment au travail d'information et de sensibilisation mené par Avicenn et Agir pour l'environnement. Ce sont ces actions, ainsi que l'intérêt pour le sujet du ministère de l'Écologie et de certains députés — qui ont permis un débat autour de cet additif dans le cadre de la Loi Agriculture et Alimentation.

Nos ONG se sont mobilisées pour que la suspension du E171 (autre nom de l'additif) soit inscrite dans la Loi⁹⁰.

Pendant ce temps, en juin au niveau européen, les débats se tenaient sur une classification ou non du TiO₂ comme cancérigène. Nous mettions donc la pression sur le gouvernement français pour maintenir sur ce point une position ambitieuse⁹¹, position qui tardait à venir et qui a incité nos ONG à publier une lettre sur le sujet⁹². En effet, le gouvernement ne prenait toujours pas ses dispositions pour publier notamment l'arrêté de suspension du E171, comme la Loi l'y obligeait pourtant⁹³. Il est fort à parier que ce dossier est loin d'être clos et connaîtra des rebondissements en 2019.

Perturbateurs endocriniens

Générations Futures travaille depuis la création de l'association sur le thème des perturbateurs endocriniens. La petite figure ci-dessous extraite d'un mémoire⁹⁴ d'étude, démontre la forte présence de notre association sur ce sujet.



2018, n'aura donc pas échappé à la règle. Générations Futures s'est impliquée tant au niveau européen qu'au niveau national tout particulièrement dans un cadre réglementaire.

⁹⁰ <https://www.generations-futures.fr/actualites/dioxyde-titane-egalim/>

⁹¹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/classement-tio2-dioxyde-de-titane/>

⁹² <https://www.generations-futures.fr/actualites/classification-du-dioxyde-de-titane/>

⁹³ <https://www.generations-futures.fr/actualites/suspendre-dioxide-titane/>

⁹⁴ Yohann Garcia, *La construction des problèmes de santé environnementale : l'exemple des « perturbateurs endocriniens »* et de l'ONG Générations futures, mémoire de recherche de fin d'études, 2018.

Cadre réglementaire — UE

Cette année, la Commission a présenté le projet de feuille de route sur les perturbateurs endocriniens, ainsi que la future Stratégie européenne sur les perturbateurs endocriniens. Avec nos collègues européens, nous avons critiqué ce texte au contenu bien en deçà de nos attentes⁹⁵, et qui ne place à aucun moment la réduction de l'exposition aux perturbateurs endocriniens au cœur de cette nouvelle initiative.

Malgré tout, nous avons pris part à la consultation publique de juillet pour dénoncer les faiblesses du texte proposé confirmé lors de sa publication en novembre⁹⁶.

Feedback from:
Générations Futures

Feedback reference	F12812
Submitted on	17 July 2018
Submitted by	Fleur Gorne
User type	Non-governmental organisation (NGO)
Organisation	Générations Futures
Organisation size	Micro (1 to 9 employees)
Country of origin	France
Initiative	Towards a more comprehensive EU framework on endocrine disruptors

While France is finalising its second National Strategy for endocrine disruptors, Générations Futures reminds the absolute necessity to adopt an ambitious framework at the national and the European levels to protect citizens and environment against hazardous chemicals.

Maintenir la pression au niveau européen est crucial sur ce dossier des perturbateurs endocriniens, en témoigne la manière dont la Commission tente toujours de satisfaire les attentes des industriels. Ainsi, en juillet, nous dénonçons le nouveau cadeau que la Commission s'apprêtait à leur faire sur le dossier des pesticides perturbateurs endocriniens⁹⁷. Plus généralement, nous avons régulièrement pris part aux réunions de la coalition EDC-free dont notre association est membre.

Cadre réglementaire : France / Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (SNPE)

En France, dès le début de l'année le décor était planté sur le sujet des perturbateurs endocriniens avec la parution d'un nouveau rapport de l'IGAS⁹⁸ demandant la mise en place d'une nouvelle Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (SNPE) plus efficace au regard des enjeux sanitaires et environnementaux majeurs des perturbateurs endocriniens, et que nous n'avons pas manqué de diffuser.

S'en suivit l'ouverture des débats pour la mise en place de cette nouvelle SNPE². Entre février et juin, nous avons donc participé aux différents groupes de travail dont l'objectif était de travailler à la rédaction d'une nouvelle Stratégie dont le projet a été présenté fin juillet⁹⁹.

Afin de maintenir la pression sur le gouvernement, nous avons — avant la présentation du projet de nouvelle Stratégie — publié une lettre (cosignée par *Health and Environment Alliance* [HEAL], le Réseau Environnement Santé, Générations Futures et France Nature Environnement), à l'intention des ministres Nicolas Hulot et Agnès Buzyn pour demander un environnement non toxique et une stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens exigeante¹⁰⁰.

⁹⁵ https://www.generations-futures.fr/actualites/consultation_commission_perturbateurs_endocriniens/

⁹⁶ <https://www.generations-futures.fr/actualites/strategie-ue-perturbateurs-endocriniens/>

⁹⁷ <https://www.generations-futures.fr/actualites/pesticides-perturbateurs-endocriniens-cadeau/>

⁹⁸ <https://www.generations-futures.fr/actualites/perturbateurs-endocriniens-rapport-igas/>

⁹⁹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/presentation-projet-snpe2/>

¹⁰⁰ <https://www.generations-futures.fr/actualites/reglementation-perturbateurs-endocriniens/>

Le 24 juillet, Générations Futures a assisté à cette présentation, par les ministères de la Transition écologique et solidaire et de la Santé. Le document de travail diffusé quelques heures avant la séance était très incomplet. Même s'il a été annoncé lors de cette réunion qu'il serait prochainement accompagné d'un plan d'action détaillé comportant des informations complémentaires, un calendrier, ainsi que des éléments de budget.



Il aura fallu attendre mi-décembre pour que ces documents soient enfin diffusés aux parties prenantes dont Générations Futures¹⁰¹. Ainsi, le 13 décembre notre directeur accompagné de notre chargée de mission se sont rendu au ministère de l'Écologie pour la présentation ,du nouveau projet de Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (SNPE2) définissant les objectifs stratégiques pour la période 2019-2022, ainsi que le plan d'action et les mesures phares accompagnant cette stratégie, au Groupe Santé Environnement , en présence des ministères de la Transition écologique et solidaire et des Solidarités et de la Santé,. Nous avons effectué un travail précis d'analyses qui devra servir lors de la consultation du public prévue début 2019.

Plastiques

En ouvrant notre nouvelle campagne sur les substances chimiques en général, nous allons nécessairement nous intéresser de plus près aux plastifiants. Ce faisant nous avons diffusé un rapport de nos collègues de HEAL que nous avons traduit en français sur la question du recyclage de vieux plastiques dans des jouets pour enfant¹⁰².

Climat

Il serait inconcevable pour une association comme Générations Futures de ne pas soutenir les initiatives citoyennes en faveur du climat. C'est donc ce que nous avons fait en 2018. Dès le lancement des marches, notre association a pris part à l'action. : Aussi bien pour celle de

¹⁰¹ <https://www.generations-futures.fr/actualites/snpe2/>

¹⁰² <https://www.generations-futures.fr/actualites/dechets-toxiques-plastiques-recycles/>

septembre¹⁰³ que celle d'octobre. Nous avons régulièrement relayé les mobilisations sur ce sujet crucial¹⁰⁴.

Livres-DVD

Régulièrement, nous faisons la promotion de film ou livre réalisés ou rédigés par des auteurs dont nous apprécions le travail et 2018 n'aura pas échappé à cette règle. En octobre nous avons fait la promotion de l'excellent ouvrage de la journaliste Stéphane Horel «Lobbytomie»¹⁰⁵ et en novembre du non moins excellent documentaire «Qu'est-ce qu'on attend ?»¹⁰⁶ de Marie-Monique Robin sorti en DVD peu avant Noël.

Annexe

Revue de presse 2018 (extraits)

Découvrez ci-dessous des extraits de notre revue de presse 2018 et [retrouvez en ligne le document complet](#).

¹⁰³ <https://www.generations-futures.fr/actualites/marche-climat-8-septembre/>

¹⁰⁴ <https://www.generations-futures.fr/actualites/13-octobre-unis-climat/>

¹⁰⁵ <https://www.generations-futures.fr/actualites/lobbytomie/>

¹⁰⁶ <https://www.generations-futures.fr/actualites/quest-ce-quon-attend/>

SORTIE EN SALLE DU DOCUMENTAIRE ZÉRO PHYTO, 100 % BIO

PRESSE WEB



L'HUMANITÉ, 31 JANVIER 2018



«Ce documentaire positif montre que des élus de tous bords politiques peuvent faire de réels choix, permettant concrètement de protéger la santé de leurs concitoyens et leur environnement, quelle que soit la taille de leur commune», estime Sophie Bordères, chargée de mission alternatives aux pesticides au sein de l'ONG Générations futures, coproductrice du documentaire.



LIBÉRATION, 31 JANVIER 2018



Entre road-movie et état des lieux, ce film donne à voir des femmes et des hommes pour qui cantines biologiques et arrêt des pesticides dans les communes s'inscrivent dans une réflexion et une stratégie globale sur l'avenir de notre boire et de notre manger, de l'agriculture et l'environnement.



LE PARISIEN, 31 JANVIER 2018



Nous pouvons tous, dès aujourd'hui, apporter notre pierre à l'édifice. Et «Zéro phyto 100 % bio» nous le montre. Ce film documentaire qui sort à la fin du mois retrace une enquête sur plusieurs communes françaises qui n'ont pas attendu l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2017, de la loi Labbé interdisant l'utilisation de pesticides dans les espaces publics pour changer leurs pratiques.

CONFIRMATION DE LA SUSPENSION DE DEUX INSECTICIDES «TUEURS D'ABEILLES»

PRESSE WEB



REUTERS, 16 FÉVRIER 2018



La commercialisation de ces deux pesticides agricoles, le Closer et le Transform, a été suspendue en novembre dernier par le tribunal administratif de Nice, à la suite d'un recours en référé de l'association Générations Futures.



ACTU-ENVIRONNEMENT, 19 FÉVRIER 2018



Le Conseil d'État a rejeté le pourvoi en cassation de Dow Agrosciences lui demandant d'annuler l'ordonnance du tribunal. Générations Futures s'est félicitée «de cette nouvelle victoire qui va fournir un répit pour les pollinisateurs en général et les abeilles en particulier.»



LA FRANCE AGRICOLE, 20 FÉVRIER 2018



«Les deux insecticides resteront suspendus en attente du jugement sur le fond dont nous ne connaissons pas encore la date», explique l'association Générations Futures dans un communiqué de presse datant du 16 février 2018.

RAPPORT SUR LE CLASSEMENT DES FRUITS ET LÉGUMES LES PLUS CONTAMINÉS PAR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES

PRESSE WEB



LE MONDE, 20 FÉVRIER 2018

“

« La DGCCRF ne communique que sur des moyennes par famille de produits, des résultats qui ne sont pas toujours représentatifs ni réguliers puisque tous les aliments ne sont pas surveillés tous les ans ou alors en nombre trop faible, remarque François Veillerette, le président de Générations futures. Nous avons choisi d'agréger les données sur cinq ans, aliment par aliment, pour avoir une taille d'effectifs plus importante et lisser les aléas par exemple climatiques. »



LA CROIX, 20 FÉVRIER 2018

“

Manger des fruits et légumes, c'est bon pour la santé ? Oui, mais gare aux pesticides. Selon l'ONG de défense de l'environnement Générations futures, près de trois quarts des fruits et 41 % des légumes non bio portent des « résidus de pesticides », mais la plupart du temps dans les limites légales.



LE PARISIEN, 20 FÉVRIER 2018

“

« Il n'est pas normal de trouver encore des résidus de pesticides dans la plupart des fruits et légumes », s'insurge le président de Générations futures, François Veillerette. Alors qu'un nouveau plan de réduction de ces produits chimiques doit être présenté par le gouvernement en mars, le responsable associatif appelle les producteurs à améliorer leurs pratiques.

RAPPORT SUR LE CLASSEMENT DES FRUITS ET LÉGUMES LES PLUS CONTAMINÉS PAR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES

TÉLÉ

FRANCE 3, 20 FÉVRIER 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2ojp13j>

FRANCEINFO, 20 FÉVRIER 2018

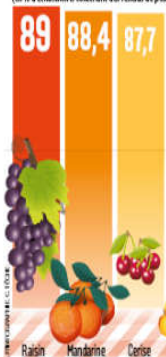


Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2ojp13j>

BFM TV, 20 FÉVRIER 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2Fdp3MW>

Fruits contenant le plus de pesticides...
(en % d'échantillon contenant des résidus de pesticides, quantifiés sur cinq ans)

... et ceux en contenant le moins



Légumes contenant le plus de pesticides...



... et ceux en contenant le moins



Préférez les kiwis aux mandarines

EXCLUSIF S'appuyant sur des données officielles, une association écologiste a classé les fruits et légumes qui contiennent le plus souvent des résidus de pesticides.

PAR FREDERIC MCKENNA

VOUS METTEZ un point d'attention à consommer cinq fruits et légumes par jour. Mais savez-vous lesquels contiennent le moins de résidus de pesticides ? L'association Génération futures s'est penchée sur la question.

Dans un rapport dévoilé aujourd'hui et que nous vous révélons, cette ONG a analysé les données recueillies entre 2012 et 2016 par la fédération des producteurs français (Fédération nationale des producteurs de fruits et légumes) qui contrôle chaque année les traces d'isocitral et de longidés dans les aliments.

Pour établir son classement, Génération futures a étudié 19 fruits et 33 légumes non bio consommés en France. Parmi les échantillons analysés par la DCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes), les cerises, les mandarines, les cerises, les mandarines, les cerises et les mandarines sont les fruits qui

contiennent le plus de traces de pesticides. Il y a eu beaucoup moins dans les prunes, les kiwis et les avocats. Quant à la pomme, le fruit préféré des Français, plus de 79 % des échantillons analysés contiennent des résidus de pesticides non nuls. Il faut dire que, selon l'association, les champs de pommes ont reçu en 2016 en moyenne plus de 30 traitements contre les insectes ou les maladies.

Parmi les légumes, mieux vaut privilégier les betteraves, les ignames, les asperges ou le maïs doux, aux faibles résidus de pesticides. Les légumes les plus sains sont les céleris branchés, les endives et les laitues. « Les fruits et légumes ont une sensibilité différente aux ravageurs », explique Daniel Savarrie, secrétaire général de l'interprofession des fruits et légumes. « D'une espèce à l'autre, il y a même parfois une variété à l'autre. Les fruits ont une capacité différente à

éliminer les résidus de pesticides », ajoute le président de la Fédération nationale des producteurs de fruits, Luc Barbier. « Il n'est pas normal de trouver encore des résidus de pesticides dans la plupart des fruits et légumes », s'inquiète le président de Génération futures, François Veillerette. Alors qu'un nouveau plan de réduction de ces produits chimiques doit être présenté par le gouvernement en mars, le responsable associatif appelle les producteurs à améliorer leurs pratiques.

« Ces résultats montrent que le précédent plan a été un

EN TRENTÉ ANS, LA FRANCE A RÉDUIT DE MOITIÉ L'UTILISATION DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES

échec et c'est que le gouvernement n'a pas eu la volonté de se coller à ce chantier. Une analyse qui conteste les producteurs de fruits et légumes. « En trente ans, la France a réduit de moitié l'utilisation de produits phytosanitaires, passant de 125 000 t par an à 60 000 t », affirme Luc Barbier, qui incite les consommateurs à acheter plutôt de la production française.

« Contrairement à certaines productions étrangères, nous avons pas le droit en France d'effectuer des traitements post-récolte et moins du 10 de nos fruits et légumes dépassent les limites maximales de résidus, alors que les produits d'importation finissent avec les 3 % ». Mais le producteur le reconnaît : « Sans la récolte, une année sur cinq, on ne peut pas produire sans utiliser un minimum de produits phytosanitaires. »

EN BREF

HOMMAGE



Simone Veil et son époux, Antoine Veil, feront leur entrée au Panthéon le 2^e juillet. La cérémonie, qui sera diffusée en direct à la télévision, rendra hommage à la grande dame, ses combats en faveur des droits des femmes et pour la mémoire de la Shoah, sans oublier ses engagements pour la France et l'Europe.

AVANCHES

Quatre départements pyrénéens (Haute-Garonne, Haute-Savoie, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées) ont été placés en vigilance orange par Météo France en raison des risques d'avalanches. L'alerte pourrait prendre fin, au plus tôt, demain matin à 7 heures.

UNIVERSITÉ

La Fage, premier syndicat étudiant, a rencontré hier le ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal. La Fédération rappelle que le décret d'application de la loi qui réforme l'accès à l'université est comme un préalable pour les capacités d'accueil, la demande des étudiants et les perspectives d'insertion professionnelle comme prévu par la loi.

LABELS PESTICIDES DANS LE THÉ

PRESSE WEB



LE PARISIEN, 11 MARS 2018

“

François Veillerette, président de l'association Génération futures, s'inquiète aussi du seuil de tolérance : « Le collectif admet jusqu'à 10 µg/kg de molécule, ce qui paraît peu, mais c'est tout de même cent fois plus que ce qu'on admet dans l'eau », pointe-t-il.

LA FRANCE AGRICOLE, 12 MARS 2018

“

15 associations ont signé une tribune, relayée par France Nature Environnement, pour demander le renforcement des labels de sécurité des légumes.

LIBÉRATION, 14 MARS 2018

“

« La LMR ne garantit pas l'absence d'effets. Ce ne sont pas des doses qui vont vous foudroyer mais il faut cependant faire attention sur le long terme. L'idée c'est de s'en protéger le maximum », estime François Veillerette, directeur et porte-parole de l'association Génération futures.

13^E SEMAINE POUR LES ALTERNATIVES AUX PESTICIDES

PRESSE WEB



L'HUMANITÉ, 28 MARS 2018



«Après le scandale de la réhomologation du glyphosate, de la mise sur le marché d'insecticides (...) dangereux pour les abeilles et alors que les victimes des pesticides se font chaque jour plus nombreuses, il est impératif pour nos organisations de démontrer qu'il est possible et urgent de promouvoir les alternatives aux pesticides, c'est à cela que sert cette semaine citoyenne», déclare François Veillerette, porte-parole de Générations futures, à l'origine de cette initiative.

LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE,
21 MARS 2018



«L'idée, c'est d'arriver à faire progresser tout le monde. On peut aller rapidement à 30 % d'agriculture biologique, mais cela ne servira à rien si l'on continue à utiliser des pesticides dans 70 % des productions», estime François Veillerette, le président de l'association Générations futures.

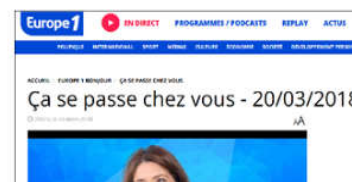
LA DÉPÊCHE, 1^{ER} MARS 2018



La Semaine internationale pour les alternatives aux pesticides, créée voilà 13 ans par «Générations Futures», ensuite rejointe par «Humanité et Biodiversité», est placée cette année sous le signe de l'alimentation bio, saine, locale. Le programme Montbrison, en cours de finalisation, est particulièrement riche et varié, avec des animations et des activités pour tous les goûts, tous les âges et tous les sens...

13^E SEMAINE POUR LES ALTERNATIVES AUX PESTICIDES

RADIO



EUROPE 1, 17 MARS 2018



Lien d'écoute :
<https://bit.ly/2THaswr>

EUROPE 1, 20 MARS 2018



Lien d'écoute :
<https://bit.ly/2FgHosB>

REPORTERRE, 20 MARS 2018



Lien d'écoute :
<https://bit.ly/2QDbuHW>

RADIO FRANCE INTERNATIONAL,
19 MARS 2018



Lien d'écoute :
<https://bit.ly/2D3i7zR>

MISSION PARLEMENTAIRE SUR LES PESTICIDES PESTICIDES ET PARKINSON INSECTICIDES NEUROTOXIQUES

PRESSE WEB



LA PROVENCE, 7 AVRIL 2018

“

Pas si simple, pointe l'association Générations futures. Si la récente mission d'information parlementaire sur les produits phytosanitaires reconnaît « globalement les dangers sanitaires et environnementaux » posés, « les solutions proposées ne semblent pas à la hauteur des ambitions affichées ». L'association déplore notamment que les parlementaires réclament « de nouvelles études » sur la dangerosité des pesticides les plus préoccupants, à la toxicité reconnue...



LE QUOTIDIEN DU MÉDECIN,
10 AVRIL 2018

“

En écho, Générations Futures demande aux pouvoirs publics de prendre des mesures de protection rapides et efficaces, alors que le projet de loi sur l'alimentation et l'agriculture doit être discuté ce printemps. L'association préconise par exemple l'instauration de vastes zones sans traitements de synthèse à proximité des lieux de vie.



LIBÉRATION, 7 AVRIL 2018

“

En analysant en 2014 des cheveux d'enfants pour y mesurer leur exposition à 53 pesticides suspects d'être des perturbateurs endocriniens, l'association Générations Futures a constaté une exposition « très importante » au fipronil pour les familles utilisant des antiparasitaires pour chiens ou chats.

ALERTE SUR LES FONGICIDES SHDI

PRESSE WEB



POLITIS, 25 AVRIL 2018

“

L'association Générations futures lance l'alerte sur la présence massive de fongicides SDHI dans notre alimentation. « Le boscalide est le résidu de pesticides le plus fréquemment quantifié dans les aliments au niveau européen (6704 déterminations). On le retrouve dans presque 10 % des recherches le ciblant, tous aliments confondus » alerte l'association. « Le boscalide est donc un contaminant majeur de notre alimentation », s'alarme François Veillerette, le directeur de l'ONG.



LIBÉRATION, 24 AVRIL 2018

“

Après l'alerte lancée dans « Libération » par des chercheurs et médecins sur les dangers de ces substances destructrices de champignons, l'ONG Génération futures constate qu'ils sont omniprésents dans nos assiettes et demande au gouvernement d'agir.



LE FIGARO, 24 AVRIL 2018

“

L'ONG Générations Futures a réclamé aujourd'hui la suspension de l'utilisation d'une classe de fongicides qui se retrouvent dans la nourriture, après l'alerte lancée par des scientifiques sur les risques potentiels de ces produits pour l'homme.

EXAMEN DE LA LOI AGRICULTURE ET ALIMENTATION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

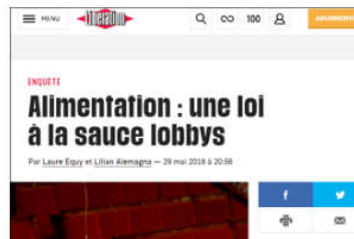
PRESSE WEB



LE PARISIEN, 30 MAI 2018

“

Ne pas l'inscrire dans la loi est une terrible reculade», estime le président de l'association Générations futures François Veillerette. «L'autorégulation ne fonctionne pas». Pour ce militant en pointe sur la question des pesticides, la goutte d'eau a été l'intervention lundi soir de Stéphane Travert, le ministre de l'Agriculture, sur les mesures de protection des riverains des terrains arrosés de pesticides.



LIBÉRATION, 29 MAI 2018

“

Et pour peser face à la FNSEA et aux poids lourds de l'agroalimentaire et de l'agrochimie, une soixantaine d'ONG s'est réunie dans une «plateforme citoyenne» : «Nous avons ciblé une dizaine de députés dans chaque groupe et défendu un cahier d'amendements consultables en ligne par tous les citoyens», explique François Veillerette, directeur de l'association Générations futures.



LIBÉRATION, 28 MAI 2018

“

Il s'agit d'y faire figurer à partir de janvier 2023 différentes mentions telles que «nourri aux OGM», le mode d'élevage, l'origine géographique, ou encore «le nombre de traitements par des produits phytosanitaires sur les fruits et légumes frais». Ce dernier point a été salué par l'ONG Générations futures, qui demande aussi que soit indiqué le nom des molécules utilisées.

REFUS DE L'INSCRIPTION DU GLYPHOSATE DANS LA LOI, POIDS DES LOBBYS AGRICOLES,

TÉLÉ

FRANCE 2, 23 MAI 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2QMdH4b>

LCP, 23 MAI 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2sAbDCJ>

RMC, 24 MAI 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2VL6apM>

DEUX CHÂTEAUX DU BORDELAIS RENVOYÉS EN CORRECTIONNELLE

PRESSE WEB



LE FIGARO, 3 JUILLET 2018

“

Après avoir initialement classé l'affaire sans suite, la justice avait ouvert une information judiciaire contre X, après plainte de la Sepanso, qui s'est constituée partie civile, suivie par l'association Générations Futures, qui lutte contre le recours aux pesticides dans l'agriculture, plus particulièrement dans la viticulture.



LE PARISIEN, 8 JUILLET 2018

“

Deux châteaux du Bordelais, près de Blaye (Gironde), ont été renvoyés mardi en correctionnelle, accusés d'avoir procédé en 2014 à l'épandage de fongicide près d'une école où des élèves avaient été pris de malaises, a annoncé Me François Ruffié, avocat d'une partie civile.



FRANCEINFO, 3 JUILLET 2018

“

Les deux châteaux avaient été mis en examen en octobre 2016 pour « usage inapproprié de produits phytopharmaceutiques », dans le cadre d'une information judiciaire ouverte fin 2015 par le parquet de Libourne. Un non-lieu avait été prononcé à Libourne en septembre 2017. Mais la Sepanso a fait appel et la chambre de l'instruction a infirmé mardi cette décision.

CHÂTEAUX DU BORDELAIS RENVOYÉS EN CORRECTIONNELLE, ALERTE AUX FONGICIDES SHDI, CONDAMNATION DE MONSANTO AUX ÉTATS-UNIS

TÉLÉ

FRANCE 3, 4 JUILLET 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2Bj7AKK>

FRANCE 2, 4 JUILLET 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2RMzRQ0>

BFM TV, 11 AOÛT 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2Mb0bZS>

ZÉRO PHYTO INTERDICTION DU GLYPHOSATE BOTANIC® JARDINER SANS PESTICIDES

RADIO

FRANCE CULTURE, 1^{ER} JUILLET 2018



Une plongée dans les espaces verts versaillais, à l'heure du zéro-phyto.



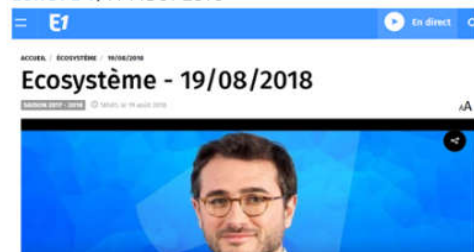
Lien d'écoute :
<https://bit.ly/2taal1n>

EUROPE 1, 13 AOÛT 2018



Lien d'écoute :
<https://bit.ly/2GGIEGp>

EUROPE 1, 19 AOÛT 2018



Lien d'écoute :
<https://bit.ly/2nqYQy>

ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'INTERDICTION DES NÉONICOTINOÏDES TRIBUNE POUR DES CANTINES BIO ET LOCALES

PRESSE WEB



LE MONDE, 1^{ER} SEPTEMBRE 2018



« Nous limitons pas à cette famille. Beaucoup d'autres devraient être interdits », plaide François Veillerette, de Générations futures. Dans son viseur, notamment, des produits parfois appelés « néonicotinoïdes de nouvelle génération » : la flupyradifurone, non autorisée en France, et le sulfoxaflor, substance active de deux produits, que l'association a fait suspendre la vente par la justice l'an dernier.



LE JOURNAL DU DIMANCHE,
3 SEPTEMBRE 2018



« Donnons un bonus pour des cantines bio et locales », c'est le message de la tribune signée dans Le Journal du Dimanche par Audrey Pulvar, présidente de la Fondation pour la nature et l'homme, et 26 autres personnalités*, parmi lesquelles Yann Arthus-Bertrand, président de la fondation GoodPlanet, Nagui ou encore Sophie Marceau.



LE MONDE, 2 SEPTEMBRE 2018



Audrey Pulvar, présidente de la Fondation pour la nature et l'homme, le photographe Yann Arthus-Bertrand, l'animateur Nagui, l'actrice Sophie Marceau et des représentants de plusieurs structures (Secours catholique, Agence bio, Générations futures, Restau'Co...) demandent le versement par les pouvoirs publics d'un « bonus » pour les « structures souhaitant changer de pratiques ».

RAPPORT EXPERT 10 : PESTICIDES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS DANS L'ALIMENTATION

PRESSE WEB



LE FIGARO, 4 SEPTEMBRE 2018

“

L'association anti-pesticides Générations Futures affirme que la majorité des pesticides retrouvés dans l'alimentation peuvent perturber le fonctionnement du système hormonal de nos organismes. «La notion de seuil n'est pas pertinente pour prévenir les effets des perturbateurs endocriniens», résume François Veillerette, qui plaide pour une politique conduisant à la disparition de ces pesticides.



LA CROIX, 4 SEPTEMBRE 2018

“

Des traces de substances suspectées d'être des perturbateurs endocriniens se retrouvent dans les assiettes des Européens, avertit mardi l'ONG Générations futures, qui plaide pour que l'alimentation soit prise en compte dans le nouveau volet de la stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens.



FRANCEINFO, 4 SEPTEMBRE 2018

“

Selon l'étude de Générations futures, 69 433 de ces 109 843 résidus de pesticides figurent dans la base de données de TEDX : «Notre travail montre que plus de six résidus de pesticides sur 10 quantifiés dans l'alimentation européenne sont suspectés d'être des perturbateurs endocriniens», affirme l'organisation dans son rapport.

RAPPORT EXPERT 10 : PESTICIDES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS DANS L'ALIMENTATION

TÉLÉ

FRANCE 2, 4 SEPTEMBRE 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2Bv2zgv>

PUBLIC SÉNAT, 4 SEPTEMBRE 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2LYAusi>

PUBLIC SÉNAT, 4 SEPTEMBRE 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2I2asGs>

CO-LANCEMENT DU MOUVEMENT « NOUS VOULONS DES COQUELICOTS »

PRESSE WEB



LIBÉRATION, 5 OCTOBRE 2018



Plus de 400 rassemblements sont organisés ce vendredi à travers toute la France pour réclamer l'interdiction des pesticides chimiques. Cette mobilisation fait suite à l'appel des coquelicots lancé le mois dernier par le directeur de l'ONG Générations futures François Veillerette et le journaliste de Charlie Hebdo Fabrice Nicolino.



LA CROIX, 12 SEPTEMBRE 2018



Coquelicots à la boutonnière, manifestation avec des fleurs géantes, randonnées à la recherche de cette plante herbacée, dessin sur les murs des écoles... Ces événements devraient se multiplier, espère Fabrice Nicolino, à l'origine du mouvement citoyen « Nous voulons des coquelicots », lancé mercredi 12 septembre pour dire stop à tous les pesticides de synthèse.



OUEST-FRANCE, 12 SEPTEMBRE 2018



« On ne veut plus des discussions sur la dangerosité des pesticides, ça a épuisé une génération et ça ne sert à rien. Une société démocratique a le droit de dire ce qu'elle veut ou ne veut plus », ajoute le président de ce « Mouvement des coquelicots », qui publie ce mercredi un livre-manifeste avec le directeur de l'ONG Générations futures François Veillerette.

« NOUS VOULONS DES COQUELICOTS » RÉSIDUS DE PESTICIDES DANS LE VIN

TÉLÉ

FRANCE 5, 11 SEPTEMBRE 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2H2pBr0>

FRANCE 3, 8 OCTOBRE 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2MOSP8h>

FRANCE 24, 30 OCTOBRE 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2N2IHRE>

DANGER DES PESTICIDES/DIDIER GUILLAUME

PRESSE WEB



LE MONDE, 19 OCTOBRE 2018

“

« La loi stipule que c'est au producteur de prouver, au moment de la demande de mise sur le marché, que son produit n'a pas d'effet inacceptable en regard des différents critères réglementaires. Ce n'est pas aux scientifiques de montrer que le produit a des effets. On va mettre (cette déclaration) sur le compte de l'inexpérience », a ajouté M. Veillerette.



LE HUFFPOST, 19 OCTOBRE 2018

“

« Heureusement que ça ne fonctionne pas comme le ministre le suggère parce qu'on pourrait mettre n'importe quoi sur le marché et attendre qu'il y ait des morts pour pouvoir retirer le produit. Je pense qu'il s'est mal exprimé, c'est pas possible », a déclaré à l'AFP François Veillerette, porte-parole de l'ONG Générations futures.



EUROPE 1, 19 OCTOBRE 2018

“

« C'est aux scientifiques de faire la preuve ou non qu'il y a des conséquences à l'usage des pesticides ou pas », a estimé Didier Guillaume, provoquant une levée de boucliers.

PLAIDOYER POUR LA SUSPENSION DU MÉTAM-SODIUM EN FRANCE

PRESSE WEB



NOVETICH, 31 OCTOBRE 2018

“

Plusieurs associations environnementales ont salué sa suspension. Mais, comme Générations Futures, demande « l'interdiction définitive de l'utilisation des produits contenant ce pesticide dangereux ». Il existe cinq produits à base de métam-sodium commercialisés aujourd'hui en France.



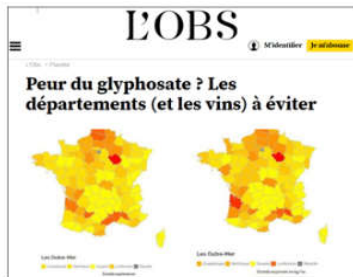
GÉO MAGAZINE, 26 OCTOBRE 2018

“

En cas d'interdiction définitive, comme le réclament les ONG France Nature environnement et Génération futures, Christian Durlin, vice-président de la commission environnement de la FNSEA et agriculteur dans le Pas-de-Calais, craint une nouvelle « distorsion » de concurrence avec les agricultures des pays voisins de la France.

CARTES DE VENTE DES PESTICIDES ET GLYPH'AWARDS

PRESSE WEB



L'OBS, 20 NOVEMBRE 2018

“

L'association révèle ce mardi, cartes à l'appui, la répartition des ventes de pesticides en France. Où l'on découvre les départements qui en achètent le plus, et lesquels. « Pour réaliser ces cartes, nous avons synthétisé les 700.000 lignes d'informations disponibles dans la base de données des ventes des distributeurs (BNVD) », explique François Veillerette, directeur de Générations Futures.



LE MONDE, 20 NOVEMBRE 2018

“

Voilà un prix dont elles se seraient sans doute bien passées. Les chambres d'agriculture du Vaucluse, de La Réunion et de la Martinique ne vont pas tarder à recevoir un diplôme symbolique autant qu'ironique : le « Glyph'Award », qui distingue les départements français les plus portés sur le glyphosate. La Gironde et l'Aube se voient décerner chacune un accessit par l'association Générations futures.



FRANCEINFO, 20 NOVEMBRE 2018

“

Quels sont les départements qui achètent le plus de glyphosate ? À l'occasion de ses « GlyphAwards », l'association Générations Futures publie ce matin un classement et une carte des départements qui ont acheté le plus de pesticides, dont le fameux glyphosate. En tête, le Vaucluse, qui achète le plus de glyphosate par rapport à sa surface cultivée.

RÉACTIONS SUITE AUX DÉCLARATIONS DE LA FNSEA

PRESSE WEB



LE FIGARO, 6 DÉCEMBRE 2018

“

Les ONG environnementales ont dénoncé en chœur jeudi une instrumentalisation par la FNSEA du contexte social des « gilets jaunes » afin de faire pression pour le retrait de mesures favorisant la transition écologique, au lendemain de son appel à organiser des actions la semaine prochaine.



LA FRANCE AGRICOLE, 6 DÉCEMBRE 2018

“

Avec la LPO, la Fondation pour la nature et l'homme, le WWF et Générations futures reprochent à la FNSEA de « profiter du mouvement des gilets jaunes » pour obtenir des concessions du gouvernement, notamment sur les produits phytosanitaires.



ACTU-ENVIRONNEMENT, 10 DÉCEMBRE 2018

“

L'association Générations futures dénonce aussi un « chantage » de la FNSEA qui « mène, une fois de plus, une action purement corporatiste, qui vise à protéger une agriculture du passé, basée sur l'utilisation de produits très dangereux ».

REDEVANCE POLLUTION DIFFUSE STRATÉGIE NATIONALE PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

PRESSE WEB



LA CROIX, 17 DÉCEMBRE 2018



Un argumentaire que François Veillerette, porte-parole de Générations Futures réfute en bloc. «Le premier plan Ecophyto a été lancé il y a dix ans et l'usage des pesticides n'a fait depuis qu'augmenter. Une fois de plus, la FNSEA caricature une mesure pour défendre des intérêts corporatifs et une agriculture du passé alors qu'il existe des solutions pour produire mieux et gagner plus», estime-t-il.

ACTU-ENVIRONNEMENT,
13 DÉCEMBRE 2018



«Aucune obligation n'est imposée aux industriels, qui ont pourtant une pleine responsabilité dans la commercialisation des produits contenant des PE», déplore Générations futures. «Ce manque d'ambition pour impliquer davantage les industriels dans le processus de substitution n'est plus acceptable», estime son directeur.

JOURNAL DE L'ENVIRONNEMENT,
14 DÉCEMBRE 2018



Contactée par le JDLE, Fleur Gorre, chargée de la campagne produits chimiques chez Générations futures, observe plusieurs points positifs dans cette SNPE2. Pourtant, plusieurs points demeurent très imparfaits, voire en recul par rapport à la première version de la SNPE2 présentée en juillet, indique l'association.

TRIBUNE SUSPENSION DIOXYDE DE TITANE (ADDITIF E171)

PRESSE WEB



LE MONDE, 24 DÉCEMBRE 2018



Dans une tribune au « Monde », un collectif appelle le ministre de l'Économie et des Finances à poursuivre le travail du Parlement en retirant ce colorant alimentaire qui présente des risques sanitaires.



FRANCEINFO, 24 DÉCEMBRE 2018



«Il faut accroître les connaissances et, dans l'attente, retirer le produit du marché», a estimé mardi 25 décembre sur franceinfo, François Veillerette, directeur et porte-parole de Générations futures, à propos du dioxyde de titane (TiO2), connu sous l'appellation E171.



LA CROIX, 24 DÉCEMBRE 2018



En juin, les confiseurs français se sont engagés à bannir son usage et à l'automne, cette suspension a été votée par les parlementaires. «Mais depuis... rien ne se passe», selon les signataires de cette tribune, dont UFC-Que Choisir, France Nature Environnement, la Ligue contre le cancer, Réseau environnement santé, Générations futures, Greenpeace, 60 millions de consommateurs...

CRITIQUE DU PLAN ÉCOPHYTO 2+ RETARDATEURS DE FLAMMES CAMPAGNE « DÉSINTOX »

TÉLÉ

FRANCE 2, 5 NOVEMBRE 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2RDdkxd>.

FRANCE 5, 14 NOVEMBRE 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2E9zNKS>.

RMC, 20 NOVEMBRE 2018



Lien de visionnage :
<https://bit.ly/2VBOahz>.



© 2019 Générations Futures.

Rédaction : équipe salariée.

179, rue La Fayette 75010 Paris
01 45 79 07 59

www.generations-futures.fr

 [genefutures](https://twitter.com/genefutures)